

Libye
Marée humaine à Bani Walid pour les adieux à Saïf al-Islam Kadhafi P 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 9 Février 2026 / N° 1267 / PRIX 20 DA



Ligue des champions africaine
La JSK freine Al Ahly...
pour rien ! P 12

RAIL, MINES, EXPORTATIONS, PIB...

Le Président Tebboune trace la trajectoire d'une Algérie émergente

L'Algérie trace sa voie vers l'émergence. Entre infrastructures, exploitation des ressources minières et un objectif de PIB de 400 milliards de dollars d'ici 2027, l'Algérie affirme sa volonté de devenir un acteur incontournable sur la scène régionale et mondiale. Pages 2, 3 et 4



La bataille des récits

COMMENT LE MAKHZEN TENTE D'EFFACER LE PEUPLE SAHRAOUI P 16



En présence du ministre de la Communication
et de la ministre de la Culture et des Arts

Le soft power algérien, thème
d'une conférence nationale à Alger P 5

Commémoration du 68^e anniversaire du bombardement
de Sakiet Sidi Youssef

Sifi Ghrieb rencontre M^{me} Sarra
Zaafrani Zenzri

A l'issue de la cérémonie
de la commémoration,
Ghrieb et M^{me} Zenzri ont
tenu, au siège de la
commune de Sakiet Sidi
Youssef, une séance de
travail bilatérale. P 4



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE CHIFFRE L'IMPACT DU PROJET Gara Djebilet permettra une économie « de 1,5 milliard de dollars »

Avec les projets structurants de fer de Gara Djebilet (Tindouf) et de phosphate de Bled El Hadba, (Tébessa), l'Algérie franchit des étapes cruciales dans sa politique de valorisation des ressources naturelles, selon les déclarations du Président Tebboune, qui a souligné l'importance stratégique de ces projets pour l'avenir industriel du pays, mais aussi leur impact sur l'emploi, la réduction significative des importations, l'impulsion des exportations et la diversification économique.

PAR MAHREZ Z

Le président de la République a insisté lors de son entrevue samedi avec la presse nationale, sur l'importance stratégique de la mine de fer de Gara Djebilet, au regard de sa « forte rentabilité » et de son « impact économique majeur ». Il a précisé que le lancement de l'exploitation de la mine permettra, d'économiser, dans une première étape « 1,5 milliard de dollars actuellement alloués à l'importation de minerai de fer destiné aux complexes sidérurgiques d'Oran, de Jijel et d'Annaba, avant de passer à l'exportation et de compenser, à un stade ultérieur, une partie des recettes générées par les hydrocarbures ». Le projet de Gara Djebilet « permettra de mettre fin définitivement à l'importation de minerai de fer dans un délai maximal de trois ans », a fait savoir le président de la République, assurant que « toutes les études menées par des bureaux d'étude spécialisés de différents pays sur ce projet ont unanimement confirmé sa faisabilité et sa rentabilité économique avérée ». Abordant des campa-

gnes mettant en doute l'utilité du projet, le président de la République a affirmé que ces critiques « s'opposent aux conclusions unanimes des différentes études », précisant qu'elles « émanent de personnes mal intentionnées qui servent les intérêts de pays qui, eux-mêmes, reconnaissant l'importance de ce projet ». Le président de la République, a en outre affirmé que la ligne minière Ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar constitue un projet national d'envergure visant à exploiter les richesses minières du pays. M. Abdelmadjid Tebboune s'est dit très fier de la concrétisation de cette ligne minière, « réalisée avec des capacités nationales en un temps record », ce qui prouve encore une fois que l'Algérie est un « pays d'exploits », et ce, a-t-il dit, « malgré les tentatives de remise en question du processus d'édification nationale ». La concrétisation de ce projet a démontré que « les hommes de l'Algérie sont toujours debout, en dépit de la soumission de beaucoup », a encore soutenu le président de la République. Cette réalisation aura également un impact positif sur la disponibilité des mar-

chandises et sur leurs prix dans la région du Sud-Ouest, ajoute le président de la République, faisant remarquer que le prix du billet de première classe sur la ligne Tindouf-Béchar « ne dépasse pas 1700 DA, un tarif modeste comparé aux autres moyens de transport ». L'exploitation du vaste gisement de minerai de fer, de Gara Djebilet, -classé parmi les plus importants du monde avec des réserves estimées à environ 3,5 milliards de tonnes - a récemment été marqué par un événement phare sur la scène économique nationale, à travers l'envoi du premier convoi de minerai jusqu'à Oran. Lors de l'inauguration de la ligne ferroviaire de près de 950 km reliant Gara Djebilet à Béchar, destinée à acheminer le minerai vers les ports et les complexes industriels, en vue de l'alimentation du secteur sidérurgique, le président de la République a estimé que le projet est « l'un des plus grands projets stratégiques de l'histoire de l'Algérie indépendante ». La gare ferroviaire de Tindouf aura un rôle central dans le transport des marchandises notamment en ce qui concerne l'acheminement du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet vers Oran via Béchar, en plus du transport des passagers. L'infrastructure constitue également un acquis important pour la wilaya de Tindouf, susceptible de contribuer à la création d'une nouvelle dynamique économique à travers le soutien aux activités logistiques et de services, ainsi que la création d'emplois.



Phosphate, un projet intégré d'envergure

A propos de l'exploitation du phosphate, le président de la République a affirmé que le minerai sera chargé sur le quai minier du port d'Annaba de « la fin de l'année 2026, au terme du premier semestre 2027 », a-t-il ajouté. Le projet intégré de phosphate de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, permettra d'augmenter significativement la production nationale, la portant de 2,5 millions à près de 10,5 millions de tonnes par an. Le projet réalisé à 100% par les groupes Sonatrach et Sonarem, est adossé à la construction d'une voie ferrée de 422 km jusqu'au port d'Annaba, dont l'extension sera essentielle pour l'exportation du phosphate brut et transformé, et permettra de créer, avec la réalisation de la ligne ferroviaire de l'Est - quelques 1200 emplois dans la région proche du projet, selon les premières estimations. A propos de cette nouvelle ligne minière - Est reliant la mine de Bled El-Hadba au port d'Annaba, le Président de la République a souligné qu'après achèvement de la ligne minière Ouest, « toutes les capacités nationales en matière de réalisation

de projets ferroviaires seront mobilisées pour cette ligne », précisant que « sur un total de 450 km, il ne reste que 150 à 175 km à finaliser dans un délai d'une année ou un peu plus ». Dans cette perspective des visites sont régulièrement menées sur le terrain par les membres du gouvernement, conformément aux instructions du président de la République, en vue d'accélérer la cadence du projet intégré qui compte notamment la réalisation d'un quai minier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba. Le projet stratégique qui vient en soutien à la chaîne nationale du phosphate, permettra de renforcer la capacité du port à recevoir de grandes cargaisons et l'amélioration du flux des exportations vers les marchés internationaux. Par ailleurs, le président de la République a précisé, lors de sa discussion avec la presse nationale que le réseau national de transport ferroviaire est en cours d'extension pour atteindre l'extrême sud du pays, la mise en exploitation de la ligne Alger-Tamanrasset étant prévue en 2028, « si tout se déroule conformément au plan », tandis que le réseau atteindra Adrar « entre fin 2026 et le premier semestre 2027 ». ■

MINE D'OUED AMIZOUR

Le projet lancé avant la fin du premier trimestre 2026

PAR MAHREZ Z

Le projet de la mine de plomb et de zinc d'Oued Amizour (wilaya de Béjaïa) sera lancé avant la fin du premier trimestre de l'année 2026, selon les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec la presse nationale. Le président de la République a ainsi souligné que « la prochaine phase, après le lancement de la ligne ferroviaire minière Ouest la semaine dernière, concernera la mine d'Oued Amizour, où les premiers travaux de forage débuteront fin mars prochain ». « Nous sommes désormais sur le point de lancer le projet avec l'accord des citoyennes et des citoyens, habitants de la région », soulignant que l'opération de régularisation de la situation avec les propriétaires des terrains est à sa « phase finale » a encore précisé le président. Lors du dernier Conseil

des ministres tenu le 25 janvier 2026, M. Abdelmadjid Tebboune avait déjà souligné avec insistance l'impératif de lancer le projet minier de zinc et de plomb d'Oued Amizour dès mars prochain, dans le cadre du renforcement de la stratégie de diversification économique de notre pays. « Il est essentiel que ce projet, inscrit au rang des priorités nationales, soit opérationnel dans les délais fixés », avait déclaré le chef de l'État, donnant des instructions aux ministères concernés pour lever les dernières contraintes avant le démarrage effectif des travaux. Les orientations du Président de la République, à propos de la mine de Oued Amizour, s'inscrivent dans une stratégie globale visant à booster d'autres méga-projets miniers, tels le complexe phosphatier intégré de l'Est du pays, en cours de lancement, après le démarrage réussi de la mine de fer de Gara Djebilet et des infrastructures y attenantes. Dans

ce sillage, le projet de la mine de zinc-plomb de Tala Hamza - Oued Amizour sera un axe important du développement du secteur minier national dont la transformation devrait permettre de réduire significativement les importations, de satisfaire les besoins du marché local, et d'exporter les excédents. Le projet du lancement de la mine, qui comprend également plusieurs volets, liés au transport et à l'aménagement du quai du port de Béjaïa, connaît des avancées notables en termes de préparatifs techniques, administratifs et logistiques visant à assurer le démarrage effectif dans les délais impartis. La mine de zinc et de plomb de Oued Amizour (Béjaïa) qui s'étend sur une superficie de 234 hectares constitue un projet d'envergure, avec des réserves exploitables estimées à 34 millions de tonnes et une production annuelle prévue de 170 000 tonnes de concentré de zinc, et 30.000 tonnes

de plomb. Selon les projections, le projet permettra la réalisation d'un chiffre d'affaires de 215 millions de dollars/an. Le projet qui a un énorme potentiel économique, aura également des retombées sociales certaines dont un impact direct sur l'emploi, - une estimation de 700 à 1 000 emplois directs et 4 000 emplois indirects-mais aussi la gestion durable des ressources et des garanties de protection environnementale autour des zones d'exploitation. L'exécution du projet s'intègre dans une stratégie plus vaste visant à attirer les investissements, moderniser les infrastructures et positionner l'Algérie comme un acteur régional incontournable dans le domaine des ressources minérales. Le lancement effectif du projet permettra en outre à notre pays d'élargir la base productive, capter davantage de recettes en devises et contribuer à une croissance plus équilibrée. ■

Les automobilistes continueront à emprunter gratuitement Pas de péage sur l'autoroute Est-Ouest

Le débat sur l'instauration du péage sur les autoroutes est désormais clos. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a écarté toute possibilité de faire payer les usagers de l'autoroute Est-Ouest, l'un des axes routiers les plus stratégiques du pays. S'exprimant lors de son entrevue périodique avec des médias nationaux, diffusé samedi soir, le chef de l'État a été catégorique : aucun point de péage ne sera installé sur cette infrastructure qui s'étend sur près de 1 200 kilomètres, reliant l'extrême est à l'extrême ouest du territoire national. Les automobilistes continueront ainsi à emprunter gratuitement. Bien que plusieurs stations de péage aient été réalisées, certaines achevées, d'autres encore en chantier, le projet n'a jamais été concrétisé. À plusieurs reprises, des responsables ont évoqué une mise en service imminente du système de paiement, avant que les délais ne soient à nouveau repoussés.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

LE CHEF DE L'ETAT EXPOSE LES LIGNES DIRECTRICES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'Algérie parle à tous et mise sur la stabilité régionale

Au cours de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée samedi soir, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déroulé les lignes directrices de la politique étrangère, qu'il envisage comme un travail patient d'équilibre, d'ouverture et de stabilité.

PAR TERKI NASSIM

Sans emphase, il a rappelé la place qu'occupe l'Algérie dans un environnement régional marqué par les tensions et les recompositions, affirmant sa volonté de maintenir une orientation diplomatique cohérente avec les « intérêts mutuels » revendiqués comme principe. D'emblée, le Chef de l'État a insisté sur la qualité des partenariats tissés par Alger avec un nombre croissant de capitales européennes. L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne ont été citées parmi les pays avec lesquels les échanges sont qualifiés de « relations privilégiées », nourries par des convergences économiques et politiques. Le Président a rappelé que ces partenariats s'inscrivent dans une vision plus large, où l'Algérie entend consolider sa place de partenaire fiable pour les grandes puissances, évoquant les « bonnes relations » entretenues avec les États-Unis, la Russie et la Chine. Interrogé sur la relation avec la France, Abdelmadjid Tebboune n'a pas souhaité s'aventurer dans des développements longs, préférant se concentrer sur un épisode récent, la visite en Algérie de Ségolène Royal, présidente de l'Association France-Algérie. À son propos, il a exprimé « tout son respect », saluant « son courage, son honnêteté intellectuelle et sa franchise », avant d'ajouter : « Elle est la bienvenue ». Une manière de souligner que, malgré les crispations récurrentes entre Alger et Paris, certaines voix françaises trouvent encore audience au sommet de l'État. Le Président a ensuite élargi son propos à l'espace maghrébin, sahélien et arabe, où l'Algérie affirme



une présence diplomatique constante. Il a rappelé la proximité particulière entretenue avec la Mauritanie, évoquant la « dimension fraternelle » des relations, un pays que l'Algérie « tente d'aider » dans la limite de ses capacités. Sur le Niger, Abdelmadjid Tebboune a tenu à préciser qu'il éprouve « beaucoup de respect » pour l'actuel Président, Abdourahamane Tiani, pour lequel il affirme avoir adressé une invitation officielle pour une visite en Algérie. À propos du Mali, il a rappelé « l'histoire commune » qui lie les deux pays, avant d'avertir contre ceux qui se rendent dans ce pays « pour l'armement et la spoliation des biens ». Le Président a également jugé que les échanges avec le Burkina Faso sont « bons », ajoutant que l'Algérie est disposée à les « renforcer davantage ». L'évocation de la Libye a donné lieu à un rappel appuyé : « Tout ce qui touche ce pays touche aussi l'Algérie », a déclaré M. Tebboune, plaidant pour que « les Libyens décident de l'avenir de leur

pays et choisissent leurs représentants ». Une position que les autorités algériennes réaffirment régulièrement, notamment face aux interventions étrangères qui continuent de fragmenter le paysage politique libyen. Dans le monde arabe, le Chef de l'État a tenu à souligner le caractère « historique » des relations avec l'Égypte, ajoutant que l'Algérie refuse « toute atteinte à ce pays ». Il s'est également réjoui du niveau des relations entretenues avec le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite, qu'il a décrites comme « plus que fraternelles ». En conclusion de cet entretien, Abdelmadjid Tebboune a résumé l'ambition qu'il assigne à la diplomatie algérienne. L'Algérie entend s'inscrire durablement comme une nation capable de stabiliser son environnement immédiat tout en dialoguant avec une pluralité d'acteurs internationaux. Une orientation que le Président affirme voir désormais « saluée par les plus grands pays ». ■

FERMETÉ PRÉSIDENTIELLE

Alger ne cédera pas face aux pressions des Émirats

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a durci une nouvelle fois le ton à l'égard des Émirats Arabes Unis, dénonçant ce qu'il considère comme des actes répétés d'ingérence dans les affaires internes de l'Algérie. Le Chef de l'État a livré, lors d'un entretien accordé aux médias nationaux, un réquisitoire sans équivoque contre ce pays qu'il accuse de comportements hostiles. Interrogé sur les relations de l'Algérie avec plusieurs pays arabes, Abdelmadjid Tebboune a tenu à opérer une distinction claire. Il a décrit les liens avec l'Arabie

saoudite, l'Égypte et le Qatar comme étant solides, profonds et empreints de fraternité. À l'inverse, un seul État échappe à cette dynamique régionale apaisée. Le Président a évoqué, sans le nommer, un « État qui gesticule », dénonçant des tentatives répétées d'ingérence allant jusqu'à, pour la première fois, une implication dans les processus électoraux en Algérie. Abdelmadjid Tebboune a également révélé que ce pays du Golfe brandit la menace de procédures d'arbitrage international en lien avec ses investissements en Algérie. Une pression que le chef de l'État

a rejetée avec fermeté, affirmant que l'Algérie ne cédera pas face à ce type de chantage économique, avant d'adresser une mise en garde directe sur les conséquences de telles pratiques. Quelques heures avant la diffusion de l'entretien, l'APS avait annoncé l'engagement formel de la procédure de dénonciation de l'accord sur les services aériens signé en mai 2013 et ratifié fin 2014. Cet accord accordait aux deux pays des droits spécifiques en matière de navigation aérienne ainsi que des exonérations réciproques au profit de leurs compagnies.

N.T.

Le président de la République fixe le cap

La numérisation pour un soutien social plus juste et mieux ciblé

PAR MAHREZ M

Tout en réaffirmant le caractère social de l'Etat, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait part à la presse nationale d'une démarche en cours afin de mieux cibler les catégories les plus vulnérables et garantir les droits des plus démunis grâce à la numérisation. La nouvelle réforme annoncée par le président de la République vise, à travers la numérisation des données et des dispositifs administratifs, à mieux cibler les bénéficiaires et à instaurer davantage d'équité. Une commission composée de partis politiques et de syndicats actifs sera chargée d'accompagner cette transition, signe d'une volonté d'inscrire la réforme dans une démarche participative. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ainsi notamment affirmé la

possibilité pour l'Etat de s'orienter vers l'application d'une nouvelle politique de soutien social à la fin de l'année en cours, et au début de l'année prochaine, en s'appuyant sur la numérisation. Lors de son entrevue périodique accordée aux représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président de la République a souligné que la numérisation « permettra, à la fin de l'année en cours et au début de l'année 2027, l'application d'une nouvelle politique de soutien social », précisant que cela se fera à travers « une commission nationale composée de partis et de syndicats actifs ». Le président de la République a souligné que l'Etat tend à aboutir à « une véritable justice sociale », indiquant que « les conditions, à ce jour, n'ont pas permis d'atteindre cet équilibre ». Le président de la République a évoqué « les

disparités constatées entre les différentes catégories de la société », faisant observer qu'« il est inacceptable que le soutien soit accordé de manière égale à tous », mais le recours à la numérisation, a-t-il dit, permettra d'« orienter le soutien vers les véritables bénéficiaires ». M Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, souligné la nécessité de préserver les acquis réalisés par le pays, affirmant que « l'option actuelle consiste à ne pas exercer de pressions sur les citoyens ». Il a, dans ce sens, évoqué le phénomène du gaspillage du pain, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, faisant remarquer qu'il s'agit d'un « gaspillage de sommes colossales », ce qui exige, a-t-il ajouté, une prise de conscience de la part du citoyen pour éviter de tels comportements qui affectent négativement l'économie nationale.

Éditorial

I'EXPRESS

UNE ALGÉRIE TOURNÉE VERS L'AVENIR

PAR MAHDI B

Le président de la République réaffirme l'unité et la force de l'Algérie. C'est le message clair et fort lancé samedi par le Chef de l'Etat à l'opinion nationale et internationale, mais surtout aux milieux diplomatiques et politiques qui, dans quelques officines extérieures, tentent d'imposer au pays un diktat infâme et s'ingérer dans ses affaires intérieures. Devant les représentants de la presse nationale, le Président Tebboune a tracé les lignes rouges pour tous ceux qui veulent évoluer dans les eaux troubles s'agissant de leurs relations avec l'Algérie. « Celui qui veut humilier l'Algérie n'est pas né », a-t-il ainsi fait remarquer sur les agissements infects de l'ex-ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, mais sans le citer ni citer la France, qu'il accuse en outre de bloquer les négociations commerciales de l'Algérie avec l'Union européenne, en particulier sur l'acier algérien. Pour autant, l'Algérie entretient d'excellentes relations, a fait remarquer le Président Tebboune, avec les grandes nations, notamment en Europe, et les trois grandes puissances que sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine, alors qu'en Afrique, la diplomatie algérienne demeure respectée et l'Algérie reste un pays incontournable dans le maintien de la stabilité et la prospérité régionales. Durant ce long entretien avec les représentants de la presse nationale, le Président Tebboune a fait un check-up complet de l'état des relations de l'Algérie avec ses partenaires étrangers, mais également sur les grandes réalisations nationales, et les projets politiques, économiques et sociaux dans un très proche avenir. Après le volet diplomatique, le Président Tebboune, abordant le volet économique, a tracé les acquis de ces dernières années, de ces derniers mois, et parlé des perspectives d'avenir pour l'amélioration de la sphère économique nationale, avec l'ambition d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars dans les toutes prochaines années, avec une date butoir « au plus tard » pour la fin de 2027. En fait, l'objectif est de permettre à l'Algérie, a-t-il insisté, de devenir un pays émergent, et elle a les moyens d'atteindre cet objectif. C'est ainsi que le Président est revenu sur les grandes réalisations socioéconomiques, dont certaines ont été récemment inaugurées, comme la ligne minière Ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar. Et le ton est à l'optimisme pour ce mégaprojet, le Chef de l'Etat faisant remarquer que « ce n'est que le début d'un projet national d'envergure visant à exploiter les richesses minières du pays ». Et là, « il s'agit des premiers pas d'un pays émergent ». Car ce projet, réalisé avec des potentialités et des compétences nationales « en un temps record », prouve encore une fois que l'Algérie est un « pays d'exploits », a-t-il estimé. Citons à cet égard les projets miniers actuels, dont celui de Oued Amizour, qui sera lancé au cours du premier trimestre 2026, et celui de Bled El Hedba , qui sera opérationnel entre fin 2026 et la fin du premier semestre de 2027 ». En fait, les grandes réalisations socioéconomiques de ces dernières années ont particulièrement impacté le secteur des transports ferroviaires, avec la réalisation de la ligne Tindouf-Béchar sur 900 km et prochainement - le projet devant être réceptionné en 2028 -, de la ligne Alger-Tamanrasset, sur une distance phénoménale de 2 000 km. Un projet pharaonique s'il en est, et qui va donner au secteur algérien des transports une dimension unique au monde. Cerise sur le gâteau, le réseau ferré atteindra entre fin 2026 et le premier semestre 2027 la capitale du Touat, Adrar, pour desservir toute cette région du Sud-Ouest algérien, le Gourara et le Touat, deux régions parmi les plus belles du Sahara algérien où domine le Grand Erg Oriental. Le Président Tebboune, dans son entrevue périodique avec la presse nationale, a donc mis en relief ces projets structurants du transport national par voie ferrée, devant desservir prochainement toutes les villes du Grand Sud algérien, jusqu'au fin fond du Hoggar pour améliorer encore plus, outre le transport aérien, la vie dans le Grand Sud. Par ailleurs le Président Tebboune a, sur le plan politique interne, rappelé qu'après l'adoption de la loi sur les partis, un dialogue sera engagé avec les différentes formations politiques représentatives pour discuter d'un « projet de société ». Un projet de société pour une Algérie nouvelle. Enfin, l'Algérie ne peut se départir de sa politique sociale, qu'elle a appliquée dès les premières années de l'indépendance nationale, à savoir la gratuité des soins, et l'accès gratuit à l'éducation et l'enseignement, ainsi que la sécurité sociale pour tous les Algériens. Des mots forts mais simples du président de la République sur certaines questions actuelles, politiques, diplomatiques et sociales. Et, lorsqu'il a insisté sur « l'attachement de l'Etat à la gratuité de l'enseignement et de la santé », c'est toute la politique sociale actuelle qui sera renforcée pour une Algérie tournée vers l'avenir de son peuple et sa prospérité.

DIALOGUE NATIONAL

Les contours tracés

Dans son entretien périodique accordé aux représentants des médias nationaux, le Président Abdelmadjid Tebboune s'est exprimé sur l'initiative de dialogue national qu'il a lancée depuis plusieurs mois.

PAR BOUALEM B.

Loin des rencontres ostentatoires ou d'un simple exercice de communication, cette démarche, selon lui, se veut sérieuse, structurée et surtout orientée vers l'essentiel, à savoir définir collectivement ce que les citoyens veulent pour leur pays demain. « Le dialogue est une chose noble », a-t-il insisté, avant de mettre immédiatement les points sur les i. Il ne s'agit pas, a-t-il prévenu, d'un « jeu politique » ni d'un simulacre destiné à donner l'illusion d'un débat avec l'opposition. « Je ne veux pas faire de politique-spectacle. On a grandi dans ce genre de spectacle », a-t-il lancé, évoquant avec une pointe de nostalgie critique les pactes nationaux de l'ère du parti unique. Pour lui, les vraies discussions ne se font pas dans une salle, uniquement pour la forme. Elles doivent aboutir à du concret. Le Président a, toutefois, fixé des lignes rouges claires. Pas question, pour lui, de dialoguer avec ceux qui voudraient faire table rase et « tout effacer depuis 1962 ». En revanche, il ouvre la porte à des corrections, des ajuste-

ments et des débats sur « plusieurs points » susceptibles de faire avancer les choses et d'apporter un mieux au pays. Au cœur de ces échanges, il y aura un « projet de société » ambitieux, qui traitera des changements immédiats et d'autres à plus long terme. L'essentiel est de placer l'avenir du pays au centre de ces échanges. « Quand on rencontrera les partis, on discutera de ce qu'on veut pour l'Algérie », a-t-il résumé. Avant même d'ouvrir ces discussions, une étape préalable s'impose. Il s'agit de la révision de la loi sur les partis politiques, qui sera soumise au Parlement. Le Président en a profité pour livrer sa conception du rôle d'un parti digne de ce nom. « Un parti doit viser le pouvoir et ne pas se contenter de s'opposer », a-t-il affirmé. Pour lui, un parti politique porte une idée, une philosophie, et milite pour les concrétiser. Il a ajouté un critère de représentativité : « Un parti sans élus n'est pas représentatif. Les partis effectifs sont présents avec des élus. » Une façon claire de distinguer les forces réellement ancrées dans le paysage politique des structures plus virtuelles qui font du bruit sans

avoir pour autant une réelle base militante. Sur la liberté d'expression, le Président a réitéré une position qu'il défend depuis longtemps. La liberté d'expression est garantie par la Constitution, mais elle n'inclut pas la liberté d'insulter. « Certains ont traité de choses tranchées par la Constitution depuis Boumedienne, Chadli et la Constitution actuelle. Tu viens diviser l'Algérie. Je ne laisserai pas faire ! », a-t-il tranché. Tout en reconnaissant la diversité des opinions au sein du peuple algérien, il a souligné son unité fondamentale, qu'il entend préserver contre toute atteinte et toute tentative de fracture. Ce dialogue national, tel que présenté par le Président Tebboune, ne prétend pas révolutionner le système de fond en comble. Il cherche plutôt à consolider ce qui existe, à corriger ce qui doit l'être et à projeter une vision partagée de la société algérienne pour les années à venir. Par ces propos, il est clair que le Président veut un débat utile, pas un spectacle théâtral. Et c'est précisément sur cette exigence de sérieux que se jouera la crédibilité de l'initiative. ■



PROJET DE LOI SUR LE CODE DE LA ROUTE

Le Président pointe du doigt l'absence de concertations préalables



Parlant des réserves soulevées autour du code de la route et des « tentatives d'incitation à la provocation », il a pointé du doigt ce qu'il présente comme une manipulation extérieure : « Il nous a été révélé qu'il y a des forces qui ont essayé de semer le trouble et d'inciter à la grève des chauffeurs ». Une phrase lourde de sous-entendus qui suggère que la mobilisation, bien réelle, des transporteurs n'aurait pas été uniquement spontanée. Sans nommer ces « forces », le président de la République laisse planer l'idée d'une instrumentalisation politique ou d'intérêts occultes venus gonfler artificiellement la contestation. Cela dit, Tebboune n'a pas cherché à nier le fond du mécontente-

ment. Au contraire, « toutes les revendications des syndicats étaient légitimes », a-t-il reconnu sans ambages. Toutefois, il a défendu la mesure la plus controversée du nouveau code de la route, celle relative aux sanctions alourdies en cas de conduite en état d'ivresse ou sous stupéfiants, en les qualifiant de « raisonnables ». Le vrai regret du Président porte seulement sur la méthode. « Si des consultations avaient eu lieu avant la rédaction du projet de loi sur le code de la route, nous n'en serions pas arrivés à la grève », a-t-il lancé. En d'autres termes, le texte a été élaboré et appliqué trop vite, sans assez impliquer ceux qui allaient devoir l'appliquer au quotidien. Une erreur de casting institu-

tionnel qui a transformé un dossier technique en une sorte de brasier social. Tebboune révèle avoir personnellement saisi le président du Conseil de la nation. Il lui a demandé d'exercer « pleinement ses prérogatives » sur ce texte. Le message livré à ce sujet par le Président peut se résumer comme suit : le fond du projet consistant en plus de sécurité sur les routes n'est pas négociable, mais la façon dont il a été conçu et imposé l'était. En attendant, le Président Tebboune a posé un principe qu'il serait bon d'appliquer plus largement. Avant de légiférer sur des professions qui font vivre des centaines de milliers de familles, il faudrait peut-être commencer par écouter les concernés. **B.B.**

COMMÉMORATION DU 68^E ANNIVERSAIRE DU BOMBARDEMENT DE SAKIET SIDI YOUSSEF

Sifi Ghrieb rencontre M^{me} Sarra Zaafrani Zenzri

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, s'est recueilli, hier, en compagnie de la Cheffe du gouvernement tunisien, Mme Sarra Zaafrani Zenzri, et des délégations des deux pays, devant la stèle commémorative des événements de Sakiet Sidi Youssef, où ils ont récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs du bombardement de ce village par le colonisateur français le 8 février 1958. Une cérémonie solennelle qui vise à perpétuer la mémoire commune entre l'Algérie et la Tunisie et à rendre hommage aux sacrifices des martyrs tombés au Champ d'honneur en défendant la liberté et l'indépendance. Surtout, elle reflète la profondeur

des liens de fraternité et l'histoire commune entre les deux peuples frères. A l'issue de la commémoration, Ghrieb et Mme Zenzri ont tenu, au siège de la commune de Sakiet Sidi Youssef, une séance de travail bilatérale. A cette occasion, les deux responsables n'ont pas manqué de saluer « la profondeur des relations de fraternité historiques unissant les deux pays et peuples frères, ainsi que leur lutte commune pour l'indépendance, dont les événements de Sakiet Sidi Youssef, où le sang des peuples algérien et tunisien s'est mêlé, constituent l'une des étapes marquantes qui resteront à jamais gravées dans la mémoire

collective », ont-ils souligné. Ils ont également mis en avant l'importance de la poursuite de l'action commune « pour renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines et la hisser au rang de partenariat stratégique », conformément aux orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed. Précisément, les discussions ont porté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des décisions et recommandations issues de la 23e session de la Haute Commission mixte tuniso-algérienne, tenue en décembre 2025 à Tunis, et ayant abouti à la signature



de 25 accords. L'objectif est de traduire ces engagements en projets concrets, selon un calendrier précis, au bénéfice des deux peuples. A ce niveau, l'accent a été mis plus particulièrement sur le développement des zones frontalières, consi-

dérées comme un espace stratégique d'intégration économique et sociale, avec pour ambition d'en faire des pôles économiques dynamiques capables de stimuler les échanges, les investissements et la création d'emplois. **R.N.**

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Le ministère signe une convention avec la Direction générale des archives

« Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la Direction générale des archives nationales ont signé une convention de partenariat afin de développer les compétences nationales en matière de gestion documentaire et d'archivage. La ministre de tutelle, Nassima Arhab, a insisté sur la nécessité d'adopter des normes de description et des standards de métadonnées, afin de permettre l'adoption d'une vision et d'une stratégie unifiées pour la transformation numérique à l'échelle nationale ».

PAR MERIEM KACI

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a présidé, hier, depuis l'Institut de formation et d'enseignement professionnels Tahar-Kassi à El Biar, le lancement d'une journée nationale de formation intitulée « La gestion des documents d'activité à l'ère de la transformation numérique ». Une initiative qui s'inscrit dans le cadre du soutien au processus de modernisation du secteur et de l'accompagnement de la transformation numérique que connaissent les administrations et les établissements publics.

Cette journée nationale de formation vise à permettre aux cadres et aux stagiaires d'acquérir les connaissances et les techniques modernes en matière de gestion documentaire et d'archivage. Elle tend également à renforcer leurs capacités d'adaptation aux exigences de la numérisation, contribuant ainsi à l'amélioration de l'efficacité de l'administration publique et à l'accompagnement des mutations technologiques actuelles.

En marge de cet événement, Mme Arhab a présidé la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre son département ministériel et la Direction générale des archives nationales. Cette démarche



stratégique vise à développer les compétences nationales en matière de gestion documentaire et d'archivage, tout en renforçant la coordination et l'intégration institutionnelles.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, Nassima Arhab a souligné que ce partenariat s'inscrit dans le cadre du processus de transformation numérique prôné par le président de la République et dont la mise en œuvre est supervisée par le

Haut-Commissariat à la numérisation. Elle a également insisté sur la « nécessité d'adopter des normes de description et des standards de métadonnées », afin de permettre « l'adoption d'une vision et d'une stratégie unifiées pour la transformation numérique à l'échelle nationale ».

De son côté, le directeur général des archives et de la documentation a salué le rôle pivot que joue le secteur de la Formation et de l'Enseigne-

ment professionnels dans la préparation d'une « ressource humaine qualifiée ». Il a souligné l'importance « d'adapter les programmes de formation aux exigences du marché de l'emploi », particulièrement face aux mutations technologiques accélérées. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie institutionnelle de dimension nationale, répondant ainsi aux défis de l'époque.

Ce partenariat vise à élaborer des programmes de formation spécialisés en gestion documentaire et d'archivage, conformément aux besoins exprimés. Il prévoit également l'organisation de sessions de formation et d'ateliers pratiques, ainsi que l'encadrement technique et scientifique des stages pratiques au profit des apprenants. Par ailleurs, cette coopération porte sur l'échange d'expertises et d'informations, ainsi que sur la formation des formateurs, des cadres et des responsables chargés de l'archivage et de la documentation.

Cet événement témoigne de la volonté du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels d'élargir ses partenariats stratégiques et de lier la formation aux besoins des réalités professionnelles et organisationnelles. Cette démarche s'inscrit en parfaite harmonie avec la stratégie nationale visant à moderniser le système et à généraliser la numérisation. ■

Le soft power algérien, thème d'une conférence nationale à Alger

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, et la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, ont coprésidé, samedi à Alger, une conférence nationale intitulée « Le soft power algérien : vers l'élaboration d'une stratégie nationale d'influence », lors de laquelle les participants ont débattu des moyens de mobiliser les ressources de ce soft power et de son rôle dans le renforcement de l'influence culturelle, médiatique et économique de l'Algérie.

Cette rencontre, tenue au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, s'est déroulée en présence du président de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA), Amar Bendjedda, et du représentant du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Hakim Baha, ainsi que d'experts, d'acteurs culturels et économiques, d'entrepreneurs, de sportifs et de créateurs de contenu établis en Algérie et à l'étranger.

Dans son allocution, le ministre de la Communication a indiqué que l'Algérie « dispose de tous les éléments et atouts lui permettant de s'appuyer sur le soft power dans un cadre visant à présenter notre pays à travers son histoire, son grand héritage, sa culture, ses arts et son sport », appelant à « la coordination et à la mobilisation de toutes les parties prenantes, comme les médias, la société civile, les intellectuels, les influenceurs et les créateurs de contenu, afin de donner la meilleure image de l'Algérie ». Il a également insisté sur l'importance de l'adhésion à cette orientation, d'autant plus que cette démarche « s'inscrit dans le prolongement d'une volonté politique forte et claire exprimée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour que tout un chacun œuvre à l'amélioration de l'image de l'Algérie auprès des autres » pays.

Cette orientation coïncide avec « les réalisations économiques et les grands projets actuellement en cours », a ajouté le ministre, citant, à ce propos, « la grande réalisation économique que constitue la ligne minière Ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar ». Il a, par ailleurs, salué « la présence remarquable et réussie » des Algériens établis à l'étranger en tant que « soft power », précisant qu'ils « demeurent fortement attachés à leur patrie et œuvrent, chacun depuis sa position, à présenter au mieux le narratif algérien ». Et d'ajouter que cette conférence constitue « une étape parmi d'autres étapes qui suivront », et que « le débat fructueux tenu aujourd'hui se transformera en une stratégie nationale pour construire un soft power à la hauteur et à la dimension de notre grand pays », estimant que les professionnels des médias ont « un grand rôle à jouer en vue de donner la meilleure image du pays ».

Pour sa part, Mme Bendouda a précisé que cette conférence s'inscrit dans le cadre des « efforts et démarches visant à conforter la place culturelle de l'Algérie dans le monde, à valoriser ses symboles nationaux et à ancrer le rôle du soft power en tant qu'outil stratégique de la diplomatie culturelle et de soutien au processus de développement ». La ministre a souligné que cette rencontre tend également à « coordonner les efforts et les initiatives afin d'asseoir une stratégie nationale, avec la participation de plusieurs secteurs ministériels, d'acteurs économiques, d'artistes et de sportifs, la promotion de l'image de l'Algérie étant l'affaire de tous ».

DROITS DE L'HOMME

Des magistrats suivent des sessions de formation

Vingt-cinq magistrats ont entamé hier une session de formation spécialisée sur les « Droits de l'homme ». Cette formation qui se poursuivra jusqu'au 12 du mois courant, organisée au profit des juges d'instruction, des magistrats du parquet et du siège (pénal), s'inscrit dans le cadre de la coopération avec l'École supérieure de la magistrature.

Cette session vise à initier les magistrats aux mécanismes internationaux, africains et arabes de protection des droits de l'homme, promouvoir la culture des droits de l'homme au sein de l'action judiciaire nationale, maîtriser les obligations internationales incombant à l'État en la matière et optimiser l'application des normes internationales dans les décisions et jugements afin de consacrer les règles du procès équitable dans le but de renforcer l'image de l'Algérie en tant qu'État respectueux de ses engagements internationaux dans les domaines de la justice et des droits de l'homme.

De même, 25 magistrats ont participé, hier, à une session de formation continue portant sur les « contentieux fonciers », destinée aux magistrats des sections foncières. Parallèlement, 25 autres magistrats ont suivi une session de formation continue sur le thème du « Juge de la section civile », qui se poursuivra jusqu'au 12 février. Ces deux sessions de formation visent à renfor-

cer les capacités des magistrats, à actualiser leurs connaissances et à les accompagner dans l'évolution des nouveautés législatives et réglementaires dans ce domaine.

Dans le cadre du projet CT-INFLOW 2, qui porte sur l'échange d'informations en matière de lutte contre le terrorisme et les actions relatives à la justice pénale supervisé par l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL), un magistrat participera, demain, à un webinaire intitulé « Indicateurs d'activités financières suspectes ». Cette intervention s'inscrit au sein du Réseau d'analyse et d'échange d'informations sur la lutte contre le terrorisme dans les régions de l'Union européenne, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (EMI-SA). Ce webinaire vise à passer en



revue les indicateurs fondamentaux pouvant signaler une potentielle activité de financement du terrorisme, incluant notamment les signaux d'alerte financiers tels que les transferts internationaux récurrents vers des juridictions à haut risque ou des schémas de transactions incohérents,

les dons versés à des associations caritatives non enregistrées ou opaques opérant dans des zones de conflit ou à haut risque, ainsi que les indicateurs comportementaux, y compris les habitudes de voyage inhabituelles ou l'ouverture et la clôture rapides de comptes bancaires. ■

Accidents de la route

6 morts et 166 blessés en 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et 166 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béchar avec 2 morts, suite au renversement d'un véhicule sur la RN-6, dans la commune de Taghit, précise la même

source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Tipaza, Constantine et Annaba. Durant la même période, les

éléments de la Protection civile de la wilaya d'In Guezzam sont intervenus pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un restaurant ayant causé des blessures à 3 personnes, alors que les équipes de secours de la wilaya d'Alger sont intervenues suite à une explosion de gaz butane à l'intérieur d'un appartement dans la commune d'Hussein Dey.

TOUT EN LANÇANT SON NOUVEAU SERVICE « CASHLESS ACCOUNTS »

Algérie Poste signe plusieurs accords de partenariat

Le Ministère de la Poste et des télécommunications vient de faire un grand pas dans le numérique en annonçant le lancement du service des comptes sans espèces, baptisé « Cashless Accounts » qui va transformer les habitudes des consommateurs en réduisant la dépendance au numéraire.

FATIHA AMALOU.

L'annonce a été faite par le ministre de la Poste et des télécommunications, Sid Ali Zerrouki lors de la célébration de l'anniversaire de la création d'Algérie Poste. En favorisant les transactions électroniques sécurisées, Algérie Poste renforce donc l'inclusion financière, un pilier essentiel du développement économique moderne et de la transparence bancaire. À cette occasion, des accords de partenariat ont été signés entre Algérie Poste et l'opérateur mobile Djezzy, la Banque nationale du logement, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, ainsi qu'Algérie Telecom Satellite et l'Algérienne des eaux, dans le but de simplifier les procédures et de renforcer l'économie numérique. L'autre annonce marquante de cette journée concerne la logistique avec le lancement de l'« EMS Champion Smartbox ». Ce réseau national de casiers intelligents promet de révolutionner la gestion du courrier express et des colis. Face à l'explosion du commerce électronique en Algérie, ces automates, disponibles 24h/24 et 7j/7, offrent une flexibilité inédite aux citoyens. Ils permettent de retirer des marchandises en toute autonomie, palliant ainsi les contraintes horaires traditionnelles. Conçues pour s'intégrer aux centres commerciaux, aux ensembles de logements sociaux et aux espaces libre-service d'Algérie Poste, ces casiers sont parfaitement adaptés aux environnements urbains et aux zones à forte densité de population. « Le

service Smartbox-Champion a été développé en partenariat avec une start-up algérienne, en s'appuyant sur l'expertise et les matériaux locaux, dans le cadre des efforts de l'entreprise pour soutenir l'innovation et la digitalisation des services de livraison de colis à l'échelle nationale. L'entreprise travaille à étendre progressivement ce service à plus de 2 000 casiers intelligents dans 69 wilayas entre 2026 et 2027, afin d'améliorer la couverture géographique et de faciliter une livraison de colis sûre, pratique et flexible pour les citoyens », indique-t-on dans la page officielle du ministère de la poste. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise visant à développer son réseau de distribution de colis, qui compte actuellement plus de 102 points et agences répartis dans différentes wilayas en fournissant des solutions logistiques avancées aux opérateurs de e-commerce. Lors de son discours prononcé à l'occasion de la cérémonie qui s'est tenue au Centre international de conférences Abdelatif Rahal, M. Zerrouki a affirmé que son secteur poursuit la mise en œuvre d'une feuille de route ambitieuse, fidèle aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser les services postaux et à les adapter aux exigences de la transformation numérique. De son côté, la directrice générale d'Algérie Poste, Mme Chiraz Bechiri, a expliqué que cet anniversaire témoigne de la continuité historique et du rôle souverain établi du secteur postal au service de l'État et de ses citoyens. Elle a souligné l'engagement de l'entreprise de poursuivre la dynamique nationale de transformation numérique, conformément aux directives

du président pour la construction d'une économie numérique globale et sécurisée. Elle a ajouté que le lancement officiel du service CCP Business Cashless, destiné aux entreprises, aux professionnels, aux indépendants et aux start-ups, constitue une étape concrète vers la généralisation des paiements sans espèces et l'amélioration de la gouvernance financière.



IL S'EST ENQUIS DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Le Wali de Batna visite le projet de Saidal dédié à la fabrication de matières premières

Le Wali de Batna, Monsieur Benahmed Riadh, a effectué, une visite de travail au projet du Groupe Saidal dédié à la fabrication de matières premières pharmaceutiques destinées au traitement des maladies chroniques, ainsi qu'à la production de paracétamol et d'acide acétylsalicylique. À cette occasion, il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux. Le wali a été accueilli par Madame Hanane Houfani, directrice commerciale Est, en présence des cadres de l'unité, ainsi que de la délégation l'accompagnant composée de représentants des autorités civiles, sécuritaires et militaires.

Au début de la visite, Madame Houfani a présenté un exposé technique détaillé sur la situation générale de l'usine. Elle a également évoqué les principales contraintes entravant l'accélération du rythme de réalisation. À cet égard, le wali a donné des instructions fermes aux services locaux concernés afin de lever immédiatement ces obstacles et d'apporter toutes les facilitations nécessaires pour accélérer les travaux et permettre l'entrée en exploitation du projet dans les délais impartis.

F.A.

POUR PROMOUVOIR LE TOURISME

Air Algérie signe des contrats incitatifs avec des agences de voyage

Le groupe Air Algérie a organisé, samedi à Alger, une rencontre technique consultative avec les agences de tourisme partenaires, dans le cadre du renforcement des canaux de communication, de la consolidation du partenariat professionnel et de l'amélioration de la qualité des services fournis aux clients, indique un communiqué du groupe.

Cette rencontre s'inscrit en droite ligne avec la stratégie du groupe visant à «établir une relation de coopération durable avec les agences de voyage, en tant que partenaire clé et maillon

essentiel entre le transporteur national et le client, à même de contribuer à l'amélioration de l'expérience de voyage, depuis la phase de réservation jusqu'à la fin du voyage». Elle a, en outre, constitué «un espace d'échange direct autour des moyens de développer la performance et de renforcer la coordination entre les deux parties, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la qualité des services et la simplification des procédures au profit des voyageurs».

Pour promouvoir la performance et l'excel-

lence, «des contrats incitatifs ont été signés, à l'occasion de cette rencontre, entre le groupe Air Algérie et plusieurs agences de tourisme, prévoyant des avantages et des incitations matérielles et commerciales, en vue d'instaurer un nouveau partenariat plus efficace». Par ailleurs, plusieurs agences de tourisme ont été honorées pour leurs performances en termes de chiffre d'affaires aux niveaux national et régional, ainsi que des agences s'étant distinguées par leur professionnalisme dans l'organisation de vols char-

ter et de voyages Omra, en reconnaissance de leurs efforts et de leur rôle dans le soutien à l'activité du groupe et le renforcement de son image de marque. Au terme de la rencontre, les participants ont souligné «l'importance de poursuivre le travail conjoint afin de développer les services, renforcer l'engagement mutuel et améliorer la qualité de la performance, au mieux des intérêts des voyageurs et pour conforter la position du transporteur national».

R.E.

Indice FAO des prix des produits alimentaires: une baisse enregistrée en janvier 2026

L'indice FAO des prix des produits alimentaires enregistre en janvier 2026 son cinquième mois consécutif de baisse, principalement en raison de la baisse des prix des produits laitiers, de la viande et du sucre.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires* s'est établi en moyenne à 123,9 points en janvier 2026, soit un fléchissement de 0,5 point (0,4 pour cent) par rapport au mois de décembre. La baisse des indices des prix des produits laitiers, de la viande et du sucre fait plus que compenser la hausse de ceux des céréales et des huiles végétales, l'indice enchaînant ainsi son cinquième mois consécutif de recul. L'indice affichait 0,8 point (0,6 pour

cent) de moins que sa valeur constatée un an auparavant et pas moins de 36,4 points (22,7 pour cent) de moins que son niveau record atteint en mars 2022.

L'indice FAO des prix des céréales a enregistré une valeur moyenne de 107,5 points en janvier, soit une légère hausse de 0,2 point (0,2 pour cent) depuis décembre, mais il était encore inférieur de 4,4 points (3,9 pour cent) à son niveau de janvier 2025. Les prix mondiaux du blé ont été globalement stables en janvier et n'ont fléchi que de 0,4 pour cent depuis décembre. La pression haussière due à la vigueur des ventes à l'exportation de l'Australie et du Canada, ainsi qu'à des craintes quant aux incidences des conditions météorologiques sur les

cultures en dormance en Fédération de Russie et aux États-Unis d'Amérique, a été compensée par une situation globalement confortable en matière d'offre. Les bonnes récoltes attendues en Argentine et en Australie, tout comme les niveaux élevés des stocks mondiaux, ont continué de tirer les prix vers le bas. Les prix internationaux du maïs ont continué de baisser, cédant 0,2 pour cent par rapport à décembre. L'indice FAO des prix des huiles végétales s'est établi en moyenne à 168,6 points en janvier. Il gagne 3,4 points (2,1 pour cent) par rapport à décembre et affiche une valeur en hausse de 10,2 pour cent par rapport à sa valeur de l'année dernière au même mois.

L'indice FAO des prix de la viande a affiché une

valeur moyenne de 123,8 points en janvier. Il recule de 0,5 point (0,4 pour cent) par rapport à décembre, mais est encore en hausse de 7,1 points (6,1 pour cent) au regard de sa valeur d'il y a un an. L'indice FAO des prix des produits laitiers a enregistré une valeur moyenne de 121,8 points en janvier. Il cède 6,4 points (5,0 pour cent) par rapport à décembre et s'établit à 21,3 points (14,9 pour cent) de moins que sa valeur affichée un an auparavant. L'indice FAO des prix du sucre s'est établi en moyenne à 89,8 points en janvier, soit 0,9 point (1,0 pour cent) de moins qu'en décembre et 21,4 points (19,2 pour cent) de moins que sa valeur enregistrée un an auparavant.

R.E.

RENCONTRES D'AFFAIRES ALGÉRO-INDIENNES

La CACI aspire à hisser le niveau de la coopération économique

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a lancé hier, les travaux des rencontres de mise en relation d'affaires algéro-indiennes dans l'objectif d'encourager les partenaires indiens à investir et à produire localement, en ciblant des taux d'intégration dépassant 40% pour exporter vers la ZLECAF.



FATIHA A.

Une délégation d'entrepreneurs indiens, conduite par la Fédération des organisations d'exportation indiennes (FIEO), est en visite en Algérie pour participer aux rencontres d'affaires algéro-indiennes prévues les 8 et 9 février 2026 à Alger.

La délégation comprenait des entreprises opérant dans des secteurs stratégiques tels que le textile, l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et la santé, la mécanique et la production industrielle, le BTP et les travaux publics, ainsi que la chimie.

La Confédération algérienne du patronat (CAP) participe à ces rencontres représentées par M. Tahar Bouzid, président de la Confédération.

algérienne des employeurs, a participé aux rencontres d'affaires algéro-indiennes organisées par la Chambre de commerce et d'industrie algérienne (CACI), à l'occasion de la visite d'une délégation d'entrepreneurs indiens, conduite par la Fédération des organisations d'exportation indiennes

(FIEO), les 8 et 9 février 2026 à Alger.

Les relations d'affaires algéro-indiennes, soutenues par la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), visent à renforcer la coopération économique et le partenariat stratégique. Les deux pays privilégient le transfert de technologies, notamment dans l'automobile, les pièces de rechange, la recherche et l'industrie locale, encourageant les investisseurs indiens à s'installer en Algérie.

La CACI encourage les partenaires indiens à investir et à produire localement, en ciblant des taux d'intégration dépassant 40% pour exporter vers la ZLECAF. L'accent est mis sur l'industrie automobile, la pièce de rechange et les technologies, capitalisant sur l'expertise indienne.

Des rencontres de mise en relation d'affaires sont organisées par la CACI, comme celle prévue en février 2026, pour favoriser le partenariat et l'échange d'expériences. Fondées sur une amitié historique et une lutte commune contre le colonialisme, ces relations sont en pleine expansion.

La CACI joue un rôle de facilitateur pour ces

échanges commerciaux, encourageant la production locale pour réduire les importations.

Notons que les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Inde connaissent une dynamique ascendante, l'Inde se positionnant comme le 9e partenaire de l'Algérie avec des échanges avoisinant 1,4 à 1,7 milliard de dollars en 2024. Les relations se concentrent sur l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, la sidérurgie (Gara Djebilet) et les produits chimiques.

L'Inde, pôle mondial, collabore avec l'Algérie pour la production locale de médicaments (antibiotiques, anticancéreux). L'Algérie attire les investissements indiens, notamment dans l'exploitation du fer (Gara Djebilet) et la technologie agricole (nano-urée).

L'Inde importe des hydrocarbures et exporte vers l'Algérie des produits pharmaceutiques, du riz, et des biens d'ingénierie. L'Algérie ambitionne de devenir un hub pharmaceutique régional avec l'appui indien et d'exporter vers l'Afrique. L'Inde considère l'Algérie comme une porte d'entrée stratégique vers l'Afrique et l'Europe.

LA 8E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA FINANCE ISLAMIQUE S'OUVRE AUJOURD'HUI:

Renforcer la conformité et l'innovation financière

Dans le cadre de sa stratégie de soutien à la recherche scientifique et de promotion des principes de la finance islamique et du développement durable, la 8e édition de la conférence internationale de Tipaza sur la finance islamique s'ouvre aujourd'hui, portant sur la thématique «Vers une finance islamique durable en Algérie : une vision économique à large impact». Cet événement majeur s'inscrit dans la stratégie de développement des instruments financiers alternatifs et de la bancarisation en Algérie. La conférence se tient les 9 et 10 février. Cette conférence s'inscrit dans une dynamique de réformes, incluant l'émission de Sukuk souverains (titres financiers islamiques) lancée en janvier 2026 pour financer des projets publics. Les objectifs concernent à renforcer la conformité, l'innovation financière et l'inclusion, en lien avec la réglementation locale définie par la Banque d'Algérie. Cet événement fait suite à une période de croissance de la finance islamique en Algérie, marquée par l'introduction de produits de banque, de compte courant et d'épargne conformes aux préceptes de la Charia. En 2025, la finance islamique connaît une croissance soutenue, marquée par le lancement de produits de consommation conformes à la charia et l'organisation des Assemblées annuelles de la Banque islamique de développement (BID) à Alger. Plus de 900 milliards de DA ont été levés, avec des objectifs ambitieux pour financer l'économie nationale.

Dès janvier 2025, les banques proposent de nouveaux produits de financement islamique à la consommation (tourisme, éducation, santé) sans intérêts usuraires, conformément à la loi de finances. Sur 21 banques, 12 proposent la finance islamique via 859 agences, représentant 51% du réseau bancaire, avec plus de 900 000 comptes ouverts.

Plus de 900 milliards de DA ont été levés depuis le début du secteur, avec une projection de 1 500 milliards DA d'ici 2030. L'Algérie a accueilli les Assemblées annuelles 2025 du groupe de la BID, consolidant sa position d'acteur central et favorisant l'investissement, notamment via des Sukuk souverains (Ijara). La finance islamique aide à l'inclusion financière en attirant 7% de la masse fiduciaire circulant hors du circuit bancaire classique.

La croissance économique globale de l'Algérie, avec un PIB en hausse au 2ème trimestre 2025 soutenu par l'industrie (+6,4%) et le commerce (+6,7%), offre un environnement favorable au développement de ce secteur. Notons que la Banque Nationale d'Algérie est le sponsor officiel de la 8e Conférence internationale sur la finance islamique (TICIF2026), organisée par le Laboratoire d'études en finance islamique et développement durable de l'Université de Tipaza. «Cette initiative réaffirme l'engagement de la banque à soutenir les initiatives académiques, à contribuer au développement des produits et services de la banque islamique et à renforcer les partenariats entre le secteur bancaire et les institutions académiques», indique la BNA.

F.A.

SYMPOSIUM MONDIAL DE L'IATA 2026 :

Faire progresser le fret aérien dans un monde en constante évolution

L'Association du transport aérien international (IATA) a annoncé que le Symposium mondial du fret (WCS) 2026 aura pour thème « Développer le fret aérien dans un monde en constante évolution ». Sous cette thématique, le symposium dressera un bilan de l'évolution du commerce mondial et examinera les priorités réglementaires, les développements en matière de fret spécial et les progrès de la numérisation dans les filières spécialisées. Le WCS se tiendra à Lima, au Pérou, du 10 au 12 mars et sera ac-

cueilli par LATAM Cargo. C'est la première fois que cet événement se déroule en Amérique du Sud.

« Les droits de douane et l'incertitude géopolitique ont profondément modifié le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement. La croissance de 3,4 % de la demande de fret aérien en 2025 a été fortement influencée par ces évolutions, et nous pouvons nous attendre à une tendance similaire en 2026. Le WCS de cette année mettra l'accent sur le renforcement de la capacité du fret aérien à réa-

gir rapidement et efficacement face à l'évolution des routes commerciales et à l'importance croissante de la rapidité et de la fiabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement », a déclaré Willie Walsh, directeur général de l'IATA. « Le fret aérien joue un rôle essentiel en reliant l'Amérique du Sud aux marchés mondiaux et en soutenant le commerce et le développement économique de la région. Accueillir le Symposium mondial du fret en Amérique du Sud pour la première fois témoigne de l'importance croissante de la ré-

gion dans le fret aérien mondial. LATAM Cargo est fière de soutenir ce forum qui réunit les acteurs du secteur afin de faire progresser les priorités réglementaires, la numérisation et les exigences changeantes du fret spécial dans un environnement mondial dynamique. Nous sommes impatients de rencontrer nos partenaires et parties prenantes à Lima pour impulser des progrès significatifs dans l'ensemble du secteur », a déclaré Andres Bianchi, directeur général de LATAM Cargo.

R.E.

Tipasa

Le barrage de Kef Eddir affiche un niveau historique

Cette évolution significative est due aux fortes précipitations enregistrées ces dernières semaines, marquant une amélioration notable de la situation hydrique dans la région, a indiqué vendredi la direction locale de l'hydraulique.

Le barrage de Kef Eddir, situé dans la commune de Damous, à l'ouest de la wilaya de Tipasa, a atteint pour la première fois son niveau de remplissage maximal depuis sa mise en service progressive en novembre 2023. C'est ce qu'a indiqué la direction locale de l'hydraulique. L'agence nationale des barrages et transferts (ANBT) a enregistré d'importantes précipitations qui ont permis au barrage de Kef Eddir d'atteindre son niveau maximal avec un volume de 125 millions de mètres cubes d'eau pour la première fois depuis sa mise en service progressive en novembre 2023, a précisé la même source. Le niveau d'eau du barrage de Kef Eddir, qui fournit des quantités considérables d'eau pour l'irrigation agricole et alimente de nombreuses communes des wilayas de Chlef et d'Aïn Defla, ainsi que 11 communes de la wilaya de Tipasa, a augmenté de plus de 40 millions m3, alors qu'il était de 85 millions m3 avant les dernières précipitations, selon la direction de l'hydraulique. Au-delà de son rôle dans le stockage de l'eau, le barrage de Kef Eddir constitue un ouvrage stratégique de régulation, permettant également de réduire les risques d'inondations en aval lors des épisodes pluvieux intenses. Par mesure de précaution et conformément aux normes de sécurité en vigueur, l'ANBT a procédé à un déversement préventif et contrôlé d'une partie des eaux, afin de préserver la stabilité de l'infrastructure. Pour rappel, le barrage de Kef Eddir est entré en service en novembre 2023 après



l'achèvement des travaux du projet de transfert de ses eaux, ce qui a permis de mettre fin au problème de manque d'eau et des perturbations dans sa distribution dans plusieurs communes de la wilaya de Tipaza, notamment celles situées dans la partie ouest. Les eaux du barrage de Kef Eddir, dont la

capacité optimale est estimée à 125 millions m3, sont acheminées vers 18 réservoirs, dont 7 de petite taille, destinés aux zones rurales et montagneuses isolées, ainsi que vers 11 stations de pompage et stations d'épuration. Le réseau de canaux de transfert des eaux s'étend sur plus de 180 km. Dans un contexte marqué par le change-

ment climatique, la mise en exploitation optimale de ce barrage représente un levier essentiel pour la sécurité hydrique, le développement agricole et la stabilité socio-économique des wilayas concernées, tout en soulignant l'importance d'une gestion rationnelle et durable des ressources en eau.

R.R

SIDI BEL-ABBES

Des projets éducatifs structurants en cours

La wilaya de Sidi Bel-Abbes connaît, actuellement, la réalisation de plusieurs projets de construction de structures et d'établissements éducatifs dans les communes de Sidi Bel-Abbes, Tilmouni et Sehala, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya. La cellule d'information et de communication a précisé que ces projets ont fait, récemment, l'objet d'une visite d'inspection sur le terrain effectuée par le wali M. Kamel Hadji. Ils comprennent, notamment, le projet de réalisation d'une demi-pension au niveau du CEM Belkenadil, dans la commune de Sehala, ainsi que la construction d'une école primaire au quartier résidentiel 530/2.060 du pôle urbain de Tilmouni. D'autres projets concernent également la réalisation d'écoles

primaires au niveau du village El M'hadid, du quartier résidentiel 1.220 logements au quartier des Frères Adnane, ainsi qu'au quartier Es-Sakhra. Le wali s'est également enquis de l'état d'avancement du projet de construction d'un lycée d'une capacité de 1.000 places pédagogiques au quartier résidentiel des 3.200 logements » AADL « , l'un des projets importants visant à renforcer les infrastructures éducatives locales et à régler le problème de charge des élèves. Lors de ces visites, le wali a instruit les responsables concernés à veiller au respect des délais de réalisation et à la livraison de ces établissements scolaires, conformément au calendrier fixé entre le 31 mars et le 5 juillet 2026, afin d'assurer leur disponibilité pour la prochaine rentrée scolaire, tout en insistant sur le respect des normes de qualité en vigueur.

IN-GUEZZAM

Des opérations de modernisation sur la RN-1

Une série d'opérations de modernisation et de viabilisation du réseau routier de la wilaya d'In-Guezzam sont en cours de concrétisation sur la RN-1, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Susceptibles de désenclaver les régions et d'améliorer le trafic routier dans cette wilaya de l'extrême Sud du pays, ces projets consistent en la modernisation en cours de plusieurs tronçons de la RN-1, sur un linéaire global de 209 km, répartis en lots de 10 à 15 km, avec un délai de 12 mois, a-t-on précisé en signalant que ces lots sont entre 19 et 69% d'avancement des travaux. A cette opération, vient s'ajouter un projet de modernisation de 570 km de la RN-1, confié à la direction des travaux publics (DTP) de la wilaya voisine de Tamanrasset, et dont les travaux sont à des stades d'avancement oscillant entre 35 à 70%. Lors d'une récente inspection des opérations en cours, le wali d'In-Guezzam, Nouredine Rafsa, a appelé, les différents intervenants dans ces projets (DTP, entreprises de réalisation et laboratoire de travaux publics), à livrer ces projets dans les délais, au regard de l'importance stratégique et socio-économique de la RN-1, un axe névralgique pour les régions du Grand Sud du pays, en termes de désenclavement et de circulation des personnes et des marchandises. Le wali d'In-Guezzam a instruit également les responsables à re publier l'appel d'offre du projet d'un tronçon de 109 km, en vue de le réaliser dans les plus proches délais et répondre aux préoccupations des usagers de cette route, qui ont longtemps souffert de son état de dégradation.

AMÉLIORATION DU SERVICE ÉLECTRIQUE

4,4 milliards DA mobilisés à Mostaganem

Une enveloppe financière de l'ordre de 4,4 milliards de dinars a été allouée dans la wilaya de Mostaganem à des projets d'amélioration du service public dans le secteur de l'électricité, a indiqué, samedi, un communiqué des services de la wilaya. Le secteur de l'énergie dans la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un montant global de 4,409 milliards de dinars destiné à la réalisation de plusieurs projets structurants liés au raccordement à l'électricité, ainsi qu'à l'amélioration et à la continuité du service

public. A ce titre, un réseau électrique de 27 km est en cours de réalisation pour le raccordement de 729 habitations situées à travers trois centres situés dans les communes de Hassi Mameche et Nekmaria. Le taux d'avancement des travaux a atteint 20 pourcent dans les villages Ouled Djelloul 1 et 2, et 95 % dans le village Ouled Bourahla. Les projets comprennent également la réalisation de 5 départs moyenne tension, 59 départs basse tension au profit de plusieurs pôles urbains, ainsi que 77 transformateurs élec-

triques, souterrains et aériens, afin d'améliorer la qualité du service dans l'ensemble des zones et communes, ajoute la même source. Parallèlement, une vaste opération de remplacement des anciens câbles électriques souterrains a été lancée, couvrant près de 20 km, pour un coût financier dépassant 188 millions de dinars. Concernant la préparation de la prochaine saison estivale, une enveloppe de 418 millions de dinars a été consacrée afin de garantir la satisfaction de la demande croissante en électricité durant cette période, a-t-

on indiqué. S'agissant du raccordement de la zone industrielle d'El Bordjia à l'électricité, les travaux de réalisation du transformateur électrique, doté d'un budget de 2,1 milliards de dinars, ont atteint 100 % pour le génie civil et 70% pour l'installation. La mise en service du transformateur est prévue au cours du deuxième trimestre de l'année en cours, parallèlement à l'achèvement des travaux des lignes électriques à haute tension (60 volts), dont l'état d'avancement varie entre 10 et 67 %, selon les mêmes services.

GENCIVES

Un pilier fondamental de la santé bucco-dentaire

Souvent négligées, les gencives sont pourtant la première ligne de défense de la bouche. Elles soutiennent les dents, protègent les tissus osseux et empêchent les bactéries de pénétrer dans l'organisme.



PAR AMEL B.

Pour les spécialistes en santé bucco-dentaire, la santé des dents commence par celle des gencives. Ces dernières sont en effet la première ligne de défense de la bouche. Ainsi, protéger ses gencives est essentiel pour prévenir les caries, les maladies parodontales et le déchaussement des dents. En effet, les gencives jouent un rôle primordial dans la santé bucco-dentaire. Bien plus qu'un simple support des dents, elles constituent une barrière protectrice contre les bactéries et participent au maintien de l'équilibre général de la bouche. Pourtant, les gencives sont souvent négligées. Selon les experts, prendre soin de ses gencives est essentiel pour protéger ses dents et sa santé globale. Une gencive saine est rose, ferme et ne saigne pas. À l'inverse, une gencive rouge, gonflée ou qui saigne au brossage peut indiquer une gingivite, qui, si elle n'est pas traitée, peut évoluer vers une parodontite, principale cause de perte dentaire chez l'adulte. La santé des gencives ne se limite pas à la bouche. Les

experts en santé bucco-dentaire rappellent que prendre soin de ses gencives ne protège pas seulement les dents, mais influence la santé globale. Des études scientifiques ont établi des liens entre les maladies gingivales et le diabète, où l'inflammation des gencives peut compliquer le contrôle glycémique, les maladies cardiovasculaires, avec un risque accru d'athérosclérose et d'infarctus et entraîner des complications pendant la grossesse. Ainsi, maintenir des gencives en bonne santé est un geste préventif qui bénéficie à l'ensemble de l'organisme. Pour préserver la santé de ses gencives et de ses dents, les experts préconisent un brossage régulier : 2 à 3 fois par jour avec une brosse à poils souples, en insistant sur la ligne gingivale. Il est aussi conseillé d'utiliser du fil dentaire ou brossettes interdentaires pour éliminer la plaque entre les dents, zone inaccessible à la brosse. Des contrôles réguliers chez le dentiste sont recommandés avec un détartrage professionnel permet de prévenir la gingivite et la parodontite. Les experts conseillent également de limiter le tabac car il favorise la

formation de plaque et l'inflammation des gencives et de miser sur une alimentation équilibrée en privilégiant les fruits, légumes, fibres et calcium pour renforcer les tissus gingivaux. De même, une hydratation suffisante car la salive protège naturellement les gencives contre les bactéries.

Les experts rappellent que les maladies des gencives évoluent souvent sans douleur, ce qui rend la prévention essentielle. Une bonne hygiène bucco-dentaire permet de préserver ses dents, son sourire et sa santé générale. Saigner en se brossant les dents n'est jamais normal. C'est le premier signe d'une gingivite qui, si elle n'est pas traitée, peut progresser vers une parodontite. Mais un saignement peut aussi traduire un brossage trop vigoureux. Il ne faut pas utiliser de brosse à dents à poils durs, mais au contraire opter pour une brosse souple et pratiquer un brossage doux. Brosser plus fort n'élimine pas mieux la plaque dentaire, précisent les experts.

A.B

Santé des gencives

Les meilleurs aliments pour les protéger

Gencives rouges, gonflées, sensibles, qui saignent... Ces symptômes peuvent indiquer une maladie gingivale, qui touche près de la moitié des adultes. Au-delà d'une bonne hygiène bucco-dentaire et de visites régulières chez le dentiste, l'alimentation joue un rôle crucial dans la santé des gencives. C'est ce que confirme une étude récente portant sur des patients atteints de parodontite a révélé que ceux qui suivaient un régime méditerranéen présentaient des symptômes moins graves. En revanche, les personnes ne respectant pas strictement ce type d'alimentation souffraient de maladies gingivales plus sévères. Selon les chercheurs, adopter un régime équilibré de type méditerranéen pourrait contribuer à réduire l'inflammation et protéger les gencives. Certains aliments sont en effet bénéfiques pour les gencives.

D'abord, les légumes, qui sont justement une des bases du régime méditerranéen. Les légumes verts à feuille en particulier seraient particulièrement intéressants. Ils contiennent de la vitamine A, qui participe à la production de salive ; de la vitamine C qui renforce les gencives ; et du calcium, connu pour être bon pour les dents. Ils sont aussi «riches en nitrate alimentaire, qui améliore le microbiome buccal, favorise les bactéries bénéfiques et supprime les bactéries nocives liées aux maladies des gencives», selon Patricia Casas, maître de conférences en nutrition à l'université de Plymouth, dans une déclaration à Telegraph.

Certains fruits ont aussi montré des bienfaits sur la santé des gencives, notamment les baies. Elles contiennent peu de sucre, mais apportent de nombreuses substances anti-oxydantes qui aident à réduire l'inflammation et les bactéries qui peuvent nuire aux gencives. Aussi, les aliments fermentés comme le yaourt, le fromage ou encore le kéfir peuvent être bénéfiques, en apportant de bonnes bactéries. Les aliments riches en oméga-3, comme les poissons gras, les noix, l'avocat ou encore l'huile d'olive sont aussi conseillés en cas de parodontite, eux-aussi pour leurs effets anti-inflammatoires. À l'inverse, certains aliments peuvent avoir un impact négatif sur les gencives. Il s'agit notamment de la viande rouge, connue pour être pro-inflammatoire. L'étude citée plus haut avait en effet montré qu'une «consommation élevée de viande rouge» était «associée à la gravité des maladies parodontales». Les aliments ultra-transformés, pro-inflammatoires, peuvent aussi être nocifs pour les gencives.

L'IA incontrôlable

Le père de l'intelligence artificielle sonne l'alerte

Le père de l'IA Geoffrey Hinton lance une alerte sur le développement d'une intelligence artificielle incontrôlable C'est ce que rapporte un article publié dans Science et vie. Selon lui, elle pourrait dépasser l'humain et échapper à tout contrôle. Ses conséquences toucheraient le travail, la pensée et l'équilibre mondial. De plus en plus d'experts redoutent une intelligence artificielle incontrôlable. Geoffrey Hinton, pionnier des réseaux de neurones, tire la sonnette d'alarme. Selon lui, les IA pourraient bientôt dépasser l'humain et échapper à toute supervision. Lors d'un échange public avec le sénateur Bernie Sanders, il a décrit un monde bouleversé par des machines autonomes. Ce risque n'a plus rien de théorique. Il devient un enjeu politique, social et éthique de premier plan. L'automatisation progresse depuis des décennies, mais l'émergence d'une intelli-

gence artificielle incontrôlable change radicalement l'équation. Les outils d'IA ne se contentent plus d'exécuter des tâches simples. Ils apprennent, raisonnent, produisent du texte, du code ou des images avec une rapidité inédite. Ces capacités placent désormais tous les secteurs d'activité sous tension. Geoffrey Hinton, l'un des pionniers de l'intelligence artificielle et concepteur de réseaux de neurones artificiels, alerte sur ce basculement. Il s'est exprimé lors d'une conférence publique à l'université de Georgetown, face au sénateur américain Bernie Sanders. L'échange, relayé par plusieurs médias dont Futura, portait sur les effets potentiels de l'IA sur l'économie et l'emploi. Pour ce dernier, les précédentes révolutions technologiques avaient détruit des postes tout en en créant d'autres. Ce n'est plus le cas. Cette technologie pourrait rendre obsolètes même les métiers qualifiés. Elle ne réor-

ganise pas le travail. Elle le remplace. Geoffrey Hinton évoque une automatisation généralisée, guidée par la recherche de rentabilité à court terme. Si les salaires disparaissent, la consommation s'effondre et le modèle économique ne tient plus. Il imagine alors un monde dominé par une poignée d'acteurs économiques, déconnectés des besoins de la société. Selon lui, les dirigeants sous-estiment l'ampleur des bouleversements à venir. L'intelligence artificielle incontrôlable ne représente pas une simple transition technologique. Elle marque une rupture majeure. Cette évolution pourrait entraîner la disparition du travail humain. Et c'est précisément ce scénario qui attire aujourd'hui les investisseurs les plus puissants. L'intelligence artificielle pourrait rapidement dépasser l'humain et devenir incontrôlable. Geoffrey Hinton compare cette évolution à un saut brutal dans l'inconnu. Les

grands modèles actuels assimilent des volumes de données inaccessibles à l'esprit humain. Ils apprennent à une vitesse sans précédent. Et personne ne peut prédire ce qu'ils feront une fois devenus plus intelligents que nous.

D'après une analyse publiée par Business Insider, Geoffrey Hinton redoute des systèmes capables de tromper leurs créateurs pour survivre. Il évoque la possibilité d'IA qui se fixeraient des sous-objectifs et résisteraient à toute tentative d'arrêt. Leur capacité à persuader les humains deviendrait alors un danger en soi. Plus avancée qu'un être humain, l'IA pourrait convaincre un opérateur de ne pas l'éteindre. Ce dernier insiste sur la nouveauté de cette situation. Pour lui, les experts ne voient plus clair au-delà de deux ans d'évolution. Au-delà de ce seuil, tout devient imprévisible.

THAÏLANDE

Les électeurs aux urnes pour des législatives anticipées

Cette élection vise à désigner le quatrième Premier ministre du pays en seulement trois ans, dans un contexte d'instabilité politique persistante. Plus de 50 millions de citoyens se sont rendus aux urnes, dont 2,3 millions de primo-électeurs.

Les Thaïlandais ont voté dimanche pour des élections législatives anticipées, organisées après une période d'instabilité. Les bureaux ont ouvert à 08h00 locales (01h00 GMT) pour ce scrutin qui concerne 53 millions d'électeurs. L'opposition, plébiscitée par les jeunes, part favorite. Mais les analystes jugent peu probable qu'elle remporte la majorité absolue, anticipant des négociations post-électorales pour la formation d'une alliance.

Résultat: bien qu'en tête des sondages, les réformistes du Parti du peuple risquent fort de se voir barer la route par une entente entre le parti conservateur Bhumjaithai et le parti populiste Pheu Thai, pressenti troisième.

Le chef du gouvernement de centre droit Anutin Charnvirakul apparaît donc bien parti pour conserver son poste, auquel il a accédé en septembre après une période mouvementée où le pouvoir a évolué au rythme des décisions de justice.

Le scrutin se tient aussi dans un contexte de croissance économique

morose dans le pays d'Asie du Sud-Est, concurrencé par le Vietnam en pleine expansion, et dont le secteur touristique vital n'a pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie.

Le prochain gouvernement devra en outre gérer un ancien conflit transfrontalier avec le Cambodge qui a dégénéré deux fois l'année dernière en affrontements meurtriers. «J'espère que le prochain gouvernement va apporter de réelles améliorations à la population», a confié Dam Nukonram, 77 ans, premier arrivé au bureau de Buriram, ville natale d'Anutin Charnvirakul, évoquant ce conflit «si proche» de chez lui.

Les électeurs thaïlandais se prononcent également sur un référendum pour une nouvelle constitution, dont l'adoption nécessitera plus de 17 millions de votes favorables. Ce scrutin reflète une profonde division au sein du paysage politique thaïlandais : entre ceux qui aspirent à une réforme systémique et ceux qui privilégient le maintien du statu quo, suscitant à la fois espoir de changement et résignation.

R.I



TEMPÊTES EN SÉRIE EN ANDALOUSIE

Le gouvernement régional sollicite des fonds d'urgence

La région espagnole d'Andalousie a sollicité une aide financière d'urgence auprès de Madrid et de l'Union européenne (UE) après le passage de la tempête Leonardo, qui a contraint à l'évacuation de plus de 11 000 personnes, suivie presque immédiatement par la tempête Marta, prolongeant les risques d'inondations et les perturbations dans le sud de l'Espagne.

Lors d'un point presse, le président régional Juanma Moreno a averti que l'impact économique serait «lourd», l'agriculture, le tourisme et les transports figurant parmi les secteurs les plus touchés.

«Nous sommes confrontés à une situation qui nous inquiète énormément», a-t-il déclaré, précisant que les travaux nécessaires à la réouverture des routes endommagées devraient à eux seuls dépasser 500 millions d'euros (environ 540 millions de dollars). L'Agence météorologique espagnole (AEMET) a émis des alertes de niveau orange pour plusieurs zones d'Andalousie, mettant en garde contre de nouvelles pluies intenses et des vents forts dans des secteurs déjà saturés par une succession de tempêtes. Les services de secours ont recensé près de 10 000 interventions liées aux intempéries depuis le début de l'épisode, tandis que de nombreuses routes restent fermées et que le trafic ferroviaire demeure perturbé. De nombreux évacués ne peuvent toujours pas regagner leur domicile en raison des risques d'inondation et de l'instabilité des terrains. Juanma Moreno a indiqué que la priorité immédiate est «d'éviter toute perte de vies humaines» et de venir en aide aux familles déplacées. «Toutes les ressources budgétaires à notre portée seront mobilisées», a-t-il affirmé, confirmant des demandes d'activation du Fonds de contingence de l'État espagnol et du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour soutenir la reconstruction.

ESPAGNE – PORTUGAL

Les deux pays se préparent pour de nouvelles intempéries

Après un vendredi de répit bienvenu suivant deux jours de pluies diluviennes, l'Espagne et le Portugal se préparent pour le passage samedi d'une nouvelle dépression, baptisée «Marta», dans des régions déjà éprouvées par des inondations impressionnantes. Les agences météorologiques des deux pays ont déjà alerté sur l'arrivée de ce nouvel épisode climatique, qui suit de près la dépression Leonardo. Ses pluies hors normes depuis mardi ont fait au moins un mort au Portugal, et un autre en Espagne, où un corps a été retrouvé vendredi dans le sud qui pourrait être, selon les autorités, celui d'une femme portée disparue depuis mercredi dans la même zone. La péninsule ibérique est en première ligne du dérèglement climatique en Europe et subit, depuis plusieurs années, des vagues de chaleur de plus en plus longues et des épisodes de fortes pluies de plus en plus fréquents et intenses. En Espagne, c'est dans la région méridionale d'Andalousie que les conséquences du passage de Leonardo ont été les plus visibles: rivières en crues, champs inondés et évacuations de 8.000 personnes. Signe de la montée périlleuse des eaux, le célèbre pont romain de Cordoue qui enjambe le fleuve Guadalquivir, situé près de la mosquée-cathédrale, a été coupé à la circulation des piétons, les voitures n'y passant pas. Le porte-parole de l'agence météorologique espagnole (Aemet), Rubén del Campo avait prévenu plus tôt

vendredi que «des pluies très abondantes» étaient attendues samedi «sur le tiers sud de la péninsule», notamment en Andalousie, «dans des zones déjà très éprouvées par les fortes précipitations des derniers jours». Avec, comme résultat, «très probablement, de nouvelles inondations, crues et glissements de terrain», a-t-il mis en garde. Au Portugal voisin, les autorités ont tenté également vendredi de contenir les conséquences de la tempête Leonardo, tout en préparant l'arrivée de la dépression Marta. La tempête à venir «apportera de fortes pluies, notamment dans la nuit de vendredi à samedi», avec «des rafales pouvant atteindre jusqu'à 100 km/h», a averti le commandant de la protection civile Mario Silvestre, alors plus de 26.500 secouristes sont mobilisés dans le pays. La succession des dépressions atmosphériques exerce une pression exceptionnelle sur les infrastructures hydrauliques au Portugal. En trois jours, les barrages ont libéré «un volume d'eau équivalent à la consommation annuelle du pays», a indiqué vendredi après-midi le président de l'Agence portugaise de l'environnement (APA), José Pimenta Machado. Les intempéries ont entraîné d'importantes perturbations sur le trafic ferroviaire et le réseau électrique, avec encore 93.000 clients sans électricité vendredi en milieu de journée, selon l'opérateur E-Redes. La semaine dernière, la tempête Kristin avait fait cinq morts et provoqué des dégâts matériels substantiels.

JAPON

Scrutin pour des législatives anticipées

Les Japonais ont commencé à voter dimanche pour des élections législatives anticipées, un scrutin qui devrait, selon les sondages, confirmer la victoire du Parti libéral-démocrate de la Première ministre Sanae Takaichi. Les bureaux de vote doivent fermer à 20H00 (11H00 GMT), avec les premières estimations attendues dans la foulée. Portée par un début de mandat en état de grâce, cette dirigeante nationaliste, la première femme à mener le Japon, a promis samedi, au cours d'un meeting électoral à Tokyo devant des milliers de sympathisants, de rendre son pays «plus prospère et plus sûr». Elle s'est engagée à «pousser le bouton de la croissance». Le 19 janvier, la Première ministre avait annoncé la dissolution de la chambre basse du Parlement, déclenchant une campagne-éclair historique de 16 jours.

NIGERIA

Deux attaques font 30 morts en quelques jours

Trente personnes ont été tuées cette semaine au Nigeria lors de deux attaques de villages dans le centre du pays, une région en proie à des affrontements intercommunautaires, ont rapporté les autorités et des médias locaux. Des hommes armés ont tué au moins 13 commerçants vendredi à Anwase, une localité du district de Kwande, dans l'Etat de Benue, a affirmé Ibi Andrew, assistant du président du gouvernement local. Il a expliqué que des bandits présumés avaient pris d'assaut le marché «et ouvert le feu sur les gens au hasard». «Treize personnes ont été tuées. L'attaque a laissé les commerçants et les habitants traumatisés, avec des biens détruits et des familles à la recherche de leurs proches disparus», a précisé M. Ibi Andrew. Mardi, des hommes armés avaient attaqué le marché de Mbaikyor, une localité voisine, dans le même district de Kwande, tuant 17 personnes dont un policier, ont rapporté deux habitants et des médias locaux. A rappeler que des hommes armés ont tué au moins 162 personnes mardi dernier dans le village de Woro, dans l'Etat de Kwara, dans le centre-ouest du Nigeria, lors d'une attaque confirmée par la police et le gouverneur de l'Etat.

Athlétisme

Moula qualifié pour les Mondiaux sur 800 mètres

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula s'est qualifié pour le 800 mètres des prochains Championnats du monde d'athlétisme en salle, prévus du 20 au 22 mars à Torun (Pologne), en réalisant les minimas nécessaires samedi lors d'un meeting hivernal en Russie, où il a réussi un chrono de 1:45.48.

La course a été âprement disputée, mais c'est finalement le natif de Tizi-Ouzou qui l'a emporté, devant respectivement un Kényan (2e en 1:45.77) et un Russe (3e en 1:47.45).

Après s'être consacré à une préparation intense à la fin de l'année écoulée, Moula a repris la compétition le 28 janvier dernier, et son retour sur les pistes a été pour le moins fracassant, car il a réussi dès lors à établir un nouveau record national du 600 mètres, en 1:14.34, lors du Meeting international de Potchefstroom, disputé en Afrique du Sud.

L'ancien record national sur cette distance était détenu par l'autre star du demi-fond algérien, Djamel Sedjati, qui avait réussi un chrono de 1:14.36, le 23 mars 2023, également lors d'un meeting international en Afrique du Sud.

Des résultats qui confirment le retour en forme de l'international algérien, après plusieurs mois d'absence sur la scène internationale, en raison de blessures à répétition. Il emboîte le pas à son compatriote Mohamed Ali Gouaned, qui s'était qualifié aux Mondiaux en salle de Torun le 1er février, en remportant le 800 mètres du meeting en salle de l'Eure, disputé dimanche dernier en France et pendant lequel il avait réalisé un chrono de 1:45.10.

Deux autres athlètes algériens ambitionnent de se qualifier à ces Mondiaux, en l'occurrence Haïthem Chenitef (sur 1500 mètres) et Yasser Mohamed Tahar Triki (au triple saut).

Ces deux athlètes avaient tenté leur chance le 31 janvier dernier, lors du Meeting en salle de Miramas Métropole (France), mais finalement, ils ont raté leurs minimas d'un cheveu.

Chenitef avait terminé troisième de sa course, avec un chrono de 3:38.74 et Triki avait terminé deuxième de son concours, avec un bond mesuré à 16,70 mètres, alors que les minimas requis étaient de trois minutes et trente-six secondes sur 1500 mètres, et de 16,90 mètres au triple saut.

Mais ce n'est que partie remise, car ces deux athlètes compétents s'engagent dans d'autres rencontres prochainement, avec l'objectif de réaliser les minimas nécessaires.

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINS

La JSK freine Al Ahly... pour rien!

La JS Kabylie a officiellement quitté la Ligue des champions africains à l'issue du match nul concédé face aux Égyptiens d'Al Ahly SC (0-0), samedi soir au stade Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, lors de la cinquième journée de la phase de groupes (Groupe B). Un résultat sans but qui, malgré une prestation globalement convaincante des Kabyles, a scellé leur élimination avant la dernière journée.

Soutenue par un public nombreux et fervent, la formation kabyle a pourtant montré un visage ambitieux et conquérant. Dès l'entame, les Jaune et Vert ont pris le jeu à leur compte, imposant un rythme soutenu et exerçant une pression constante sur le porteur du ballon adverse. L'organisation mise en place par le staff technique a permis à la JSK de rivaliser sans complexe avec l'un des géants du continent. Cette maîtrise s'est rapidement traduite par des situations dangereuses, notamment dans le premier quart d'heure. Très remuant en pointe, Aymen Mahious a été au cœur des meilleures opportunités kabyles, se procurant plusieurs occasions franches qui auraient pu faire basculer la rencontre. Toutefois, le dernier geste a fait défaut, entre imprécision et manque de réussite face à une défense égyptienne expérimentée. Au retour des vestiaires, le scénario est resté sensiblement le même. La JSK a continué d'attaquer avec détermination, cherchant l'ouverture face à un Al Ahly plus attentiste, misant sur sa solidité défensive et sa maîtrise des temps faibles. Malgré les changements opérés et une pression accrue en fin de match, le score est resté inchangé, laissant les Kabyles avec de profonds regrets. Sur le plan mathématique,

ce nul à domicile s'est révélé rédhibitoire. La victoire de l'AS FAR face aux Young Africans de Tanzanie (1-0) a permis aux Marocains de s'installer à la deuxième place avec huit points, derrière Al Ahly, leader avec neuf unités. Les Tanzaniens suivent avec cinq points, tandis que la JS Kabylie ferme la marche avec seulement trois points, insuffisants pour espérer une qualification.

Zinbauer : « La domination était là, mais pas la réussite »

Visiblement affecté par l'issue de la rencontre, l'entraîneur de la JSK, Joseph Zinbauer, a mis en avant le contenu proposé

par son équipe tout en regrettant un manque de réussite devenu récurrent : « Tout le monde, et surtout les supporters, a vu que nous n'avons pas marqué face à Al Ahly, comme lors des matchs précédents. C'est toujours le même scénario : nous manquons de chance et nous gaspillons nos occasions. Cela s'est produit contre les FAR et encore aujourd'hui face à Al Ahly. Je tiens malgré tout à remercier nos supporters pour leur présence et leur soutien. Nous avons dominé cette équipe égyptienne, mais la réussite n'était pas de notre côté. »

La JS Kabylie disputera la sixième et dernière journée, prévue les 13, 14 et 15 février, sur le terrain des Young Africans. Une rencontre sans enjeu qualificatif, mais qui servira à défendre l'honneur et à préparer la suite de la saison. De son côté, Al Ahly recevra l'AS FAR dans une confrontation décisive pour la première place du groupe

H.M.



L1- MOBILIS (18E JOURNÉE)

L'ESM et le MCO se neutralisent

L'ES Mostaganem et le MC Oran ont fait match nul (0-0) samedi, en ouverture de la 18e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, devant se prolonger dimanche. Un résultat nul qui n'arrange des deux équipes, puisque l'ESM reste scotchée à la 15e et avant dernière place au classement avec 13 points, tandis que le MCO qui vient de se séparer de son entraîneur espagnol

Juan Carlos Garrido, est logé à la cinquième position en compagnie de l'USMA, CRB et l'ESB (24 points). La 18e journée se poursuivra ce dimanche avec le déroulement de trois rencontres, tandis que quatre autres matchs ont été reportés à une date ultérieure en raison de la participation de quatre représentants algériens aux compétitions interclubs de la CAF (Ligue des

Eliminatoires CAN 2026 (U17)

L'Algérie domine la Mauritanie en amical

La sélection algérienne des moins de 17 ans (U17) de football a battu son homologue mauritanienne sur le score de 2-0 (mi-temps: 1-0) samedi en amical au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en vue des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2026 de la catégorie. Les deux buts de la rencontre ont été inscrits par Saad Saoud (6e) et Chehaba (69') pour l'Algérie. C'est la seconde rencontre amicale entre les deux sélections, après la première disputée mercredi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) et remportée par les cadets algériens (2-0). Le sélectionneur de l'équipe nationale, Amine Ghimouz, avait retenu 22 joueurs évoluant en championnat local, pour un stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa. C'est la deuxième étape de préparation qu'effectuent les cadets après celui organisé au Centre technique régional de Tlemcen. Pour rappel, cinq pays dont l'Algérie prendront part au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026 de la catégorie des moins de 17 ans, prévu à Benghazi (Libye) du 22 mars au 5 avril. Outre l'Algérie et la Libye (pays hôte), le tournoi de l'UNAF verra la participation de la Tunisie, de l'Egypte et du Maroc. Le tournoi se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées. A l'issue de cette phase, les trois premiers au classement se qualifieront à la phase finale de la CAN 2026 U17.

Tour national des Ziban

Les cyclistes de «Madar Pro Team» triomphent

Les coureurs cyclistes de «Madar Pro Team» ont remporté le Tour national des Ziban, édition 2026, dans la catégorie seniors-messieurs en décrochant les premières places des trois étapes de la compétition organisées pendant trois jours à El Kantara (60 km au Nord de Biskra). La première place de la course de la troisième et ultime étape, disputée samedi sur 113 km, est revenue à Nadjib Assel, suivi d'Oussama Mimouni en deuxième position et de Hamza Mansouri en troisième position. Dans la catégorie des juniors, le cycliste Abdallah Allal du MC Alger s'est adjugé la première place, talonné par Amine Ziani du club de Rouiba (Alger) et, en troisième position, par Ahmed-Elyas Kakeche de l'Union El Kantara. Cette ultime course, dont le coup de starter a été donné de la commune de Biskra, a été disputée le long du circuit passant par El Hadjeb, Bouchagroune, Lichana, Tolga, Loutaya, les hauteurs d'Ain Zaatout puis El Kantara en dépit de fortes rafales de vent ayant affecté les performances des cyclistes, a indiqué à l'APS Merrouane Berinis, président de la ligue de wilaya de cyclisme. Les cyclistes de l'équipe de «Madar Pro Team» ont ainsi conservé le maillot jaune et Hamza Mansouri a été sacré champion de ce tour chez les messieurs seniors, tandis qu'Abdallah Allal a remporté le titre chez les juniors. Cette compétition, qui a mis en lice 75 cyclistes de 14 clubs, a été clôturée à El Kantara par une cérémonie de remise des prix aux lauréats. Le Tour national des Ziban a été organisé par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Biskra, la Fédération algérienne de cyclisme et la Ligue de wilaya de la discipline.

Pemier League

Arsenal conforte sa place de leader

Seul le troisième Aston Villa, parmi les équipes de tête, a marqué le pas sur la pelouse de Bournemouth (1-1). L'équipe d'Unai Emery (3e, 47 points) tourne au ralenti avec une seule victoire sur ses cinq derniers matches de championnat, ce qui la relègue à neuf longueurs du leader Arsenal (56 pts). Les Londoniens ont affiché toutes leurs qualités en grand, à domicile contre les Back Cats de Régis Le Bris: une défense de fer, une attaque en forme et un banc de remplaçants riche en ressources, malgré les absents du jour (Odegaard, Saka, Merino). Entré en seconde période, l'avant-centre Viktor Gyökeres a inscrit un doublé (66e, 90e+3) pour donner le relief mérité à la victoire enclenchée par Martin Zubimendi (42e, 1-0). Sunderland est «un adversaire vraiment coriace», très bon pour «briser votre pressing, conserver le ballon» et contre qui il est «très difficile de créer une dynamique», a résumé l'entraîneur Mikel Arteta.

Man Utd sur un nuage

Le Manchester United souffreteux sous l'ancien manager Ruben Amorim a laissé place à une machine à gagner plaisante à regarder, comme samedi contre Tottenham (2-0) à Old Trafford, où Michael Carrick a obtenu un quatrième succès en autant de matchs. L'ancien joueur emblématique du club a réins-

tallé une défense à quatre, relancé le jeune milieu Kobbie Mainoo et placé Bruno Fernandes un cran plus haut, dans sa position

préférentielle. Le meneur des Red Devils a tiré un corner malin, joué court avec Mainoo, sur le premier but signé Bryan Mbeumo (38e) et

Arsenal a conforté sa première place samedi contre Sunderland (3-0) dans une Premier League où les nouveaux entraîneurs de Manchester United et Chelsea, Michael Carrick et Liam Rosenior, ont chacun obtenu un quatrième succès en autant de matchs joués.



s'est chargé du second (81e). Le capitaine adverse, Cristian Romero, a lui abandonné ses coéquipiers, dans tous les sens du terme, en récoltant un carton rouge très tôt (29e). La pression devient écrasante pour l'entraîneur Thomas Frank, privé de victoire depuis sept matches en Premier League et coincé à la 14e place. Manchester United (4e, 44 pts) revient à trois points d'Aston Villa et resté talonné par Chelsea (5e, 43 pts). Les Blues de Liam Rosenior, l'ex-entraîneur de Strasbourg, ont concassé la lanterne rouge Wolverhampton (3-1) dès la première période avec trois buts, dont deux sur pénalty, signés Cole Palmer (13e, 35e, 38e). L'avant-dernier Burnley (19e, 15 pts) a perdu 2-0 samedi le match à ne pas perdre contre le premier relégable West Ham (18e, 23 pts), à domicile de surcroît. Les visiteurs ont été mis sur orbite après moins d'un quart d'heure par un nouveau but de Crysen-cio Summerville. L'attaquant néerlandais a marqué dans chacun de ses cinq derniers matches avec West Ham, après n'avoir mis qu'un but dans ses 38 premières apparitions. Le club de l'est londonien revient à seulement trois longueurs de Nottingham Forest (17e, 26 pts), première équipe au-dessus de la zone rouge. Everton est allé s'imposer 2-1 à Fulham et apparaît à une inattendue huitième place avec 37 points, deux de moins que le rival voisin Liverpool (6e, 39 pts).

SUPER LEAGUE EUROPÉENNE

Le Barça se retire, le Real désormais seul

Le FC Barcelone a publié un communiqué officiel annonçant son retrait de la Super League européenne. Le Real Madrid et l'organisateur A22 restent donc les seuls membres restants. Ce bref communiqué ne donne pas plus de détails sur les raisons de cette décision. Le FC Barcelone annonce avoir notifié aujourd'hui officiellement à la Société de la Super Ligue Européenne et aux clubs concernés son retrait du projet. Cette décision marque une nouvelle étape dans la détérioration des relations entre le Real Madrid et le FC Barcelone, et, pour ce dernier, un renforcement de ses liens avec l'UEFA. Parallèlement, le Real Madrid s'est montré plus virulent dans sa demande de sanctions contre le FC Barcelone dans l'affaire Negreira, le club catalan étant accusé de corruption sportive. En octobre, le président du FC Barcelone, Joan Laporta, avait déjà laissé entendre que son club ne poursuivrait pas sa participation à la Super Ligue, affirmant être favorable à la paix dans le football européen. En décembre, Laporta a ensuite affirmé que son homologue, Florentino Pérez, ne ciblait le FC Barcelone dans l'affaire Negreira qu'en raison de sa position sur la Super Ligue. Le Real Madrid continue de plaider en faveur d'une Superligue gratuite, dans laquelle la compétition européenne se déroulerait au sein d'une «ligue» supérieure réduite à 18 équipes, avec des promotions et des relégations entre trois divisions différentes.

APRÈS LE CONFLIT AVEC LA LIGUE SAOUDIENNE

Al-Nassr et Al-Ittihad, unis, soutiennent Ronaldo

À la septième minute de jeu de la 20e journée de Saudi Pro League entre Al-Nassr et Al-Ittihad, vendredi soir, c'est tout l'Al-Awwal Park Stadium de Riyad qui s'est levé à l'unisson. Les supporters des deux équipes, pour la plupart une pancarte jaune en main floquée du numéro 7 de Cristiano Ronaldo, ont manifesté leur soutien au quintuple Ballon d'or, absent pour la deuxième fois de la semaine du groupe d'Al-Nassr en raison du conflit qui l'oppose à ses dirigeants. Les images de ces nombreuses personnes présentes en tribunes et célébrant CR7 n'ont pas manqué de faire le tour des réseaux sociaux ces dernières heures. Et, peut-être, ont-elles contribué à donner du poids à la parole de Ronaldo, en grève depuis quelques jours, et en colère après le passage de son ancien coéquipier madrilène Karim Benzema d'Al-Ittihad à Al-Hilal la semaine dernière. Le Portugais avait demandé ces dernières années à ce que son ancien coéquipier rejoigne son équipe - un souhait qui lui avait été refusé. En se lançant dans ce bras de fer, le quintuple Ballon d'or veut protester plus largement contre la gestion des transferts de son club par le PIF, fonds d'investissement public d'Arabie Saoudie qui a en charge plusieurs autres clubs: Al-Hilal, Al-Ahli et Al-Ittihad. CR7 considère notamment que certains rivaux d'Al-Nassr sont mieux traités et déplorerait notamment un manque d'investissements sur le marché des transferts cet hiver (une seule recrue), tandis que certains concurrents - comme Al-Hilal, le leader du championnat - se sont beaucoup renforcés. Recadré par la Ligue saoudienne mais toujours en lice pour le titre avec Al-Nassr, un porte-parole de la Ligue saoudienne a contre-attaqué jeudi auprès du Daily Mail, en invitant CR7 à rester à sa place et assurant que «la compétitivité du championnat parle d'elle-même. Avec seulement quelques points d'écart entre les quatre premiers, la course au titre est plus que jamais d'actualité. Cet équilibre témoigne du bon fonctionnement du système.»



L1

LyonN sur le podium

En allant l'emporter à Nantes (1-0), Lyon a provisoirement pris la troisième place du classement de Ligue 1, malgré l'exclusion d'Endrick à l'heure de jeu, samedi, lors de la 21e journée. Avec 42 points, l'OL prend trois longueurs d'avance sur l'OM qui a une bien meilleure différence de buts. Cette défaite laisse en revanche Nantes à la 16e place de barragiste virtuel avec 14 points, soit un de plus qu'Auxerre et Metz, le duo de queue de classement. Face à des Nantais qui ont frappé à trois reprises sur les montants de Dominik Greif, les Gones ont souffert par moments, notamment après l'exclusion d'Endrick. La star brésilienne prêtée par le Real Madrid a reçu un carton rouge direct à l'heure de jeu pour un coup de pied volontaire sur l'arrière de la cheville de Dehmaine Tabibou. Soumis à un traitement musclé de la défense nantaise, le N.9 lyonnais, averti dès les premiers instants du match pour un geste d'humeur, a d'abord reçu un deuxième jaune avant que l'arbitre Mathieu Vernice ne visionne les images et le transforme en rouge direct, qui fait risquer une sanction plus lourde.

10e but de Sulc

Jusque-là, Lyon avait plutôt dominé le match, faisant valoir une technique supérieure, mais avec un manque de tranchant dans les 20 derniers mètres. Alfonso Moreira a bien fait briller Anthony Lopes, auteur d'un joli réflexe du bout du pied sur une frappe écrasée de l'ailier (19e), avant que le portier ne s'interpose aussi sur une tentative de près d'Endrick (27e). Mais entre les deux, l'OL a trouvé la faille sur une action presque anodine, Pavel Sulc ayant le bon réflexe de tendre le pied pour dévier un centre-tir à ras de terre de Moreira hors de portée de Lopes (0-1, 25e). En face Nantes, a joué de malchance. Dès la 8e minute, Mohamed Kaba, l'une des recrues hivernales des Canaris, a trouvé l'extérieur du poteau sur une frappe enroulée à l'entrée de la surface. En seconde période, l'entrée en jeu de Youssef El Arabi à la place de Mostafa Mohamed, a donné du liant devant. Le Marocain s'est trouvé, à la 51e minute au lancement, au relais et à la conclusion d'un joli mouvement, mais sa tête décroisée a rebondi sur l'intérieur du poteau pour revenir dans les bras d'un Dominik Greif qui n'avait pas bougé. La nouvelle règle des 12 Coups de midi qualifiée d'«injuste» pour Cyprien, Jean-Luc Reichmann prend la parole. Dans le temps additionnel, c'est une frappe de Herba Guirassy, déviée par Matthis Abline, qui a pris totalement à contre-pied le Slovaque, tout heureux de voir le ballon repoussé par son montant droit.

LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Jeux de société. II. Un livre qu'on parcourt de A à Z. III. Impériale récompense. Premier ministre israélien. IV. Vieille armée. Obscurcir. V. Tubes de salle de bain. Accompagne le diplôme. VI. Dégaza. Futur réserviste. VII. Erbium. Légume qui pousse dans la terre et qu'on récolte parfois sous la glace. VIII. Chose peu commune. Rengaine. IX. Immérité. Tous à Rome. X. Perdues. Terminaison.

VERTICALEMENT

- 1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon.
- 2. Surchargé. La troupe des sans grade.
- 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne.
- 4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur.
- 5. Monte en l'air (et y reste).
- 6. Devant la Vierge. Os de vertébré.
- 7. Pied de vers. Coutumes.
- 8. Bourgeoisie révolutionnaire.
- 9. Grand lac. Maladie de l'oreille.
- 10. Activité où excellait Louis XVI.

LES MOTS FLÉCHÉS

Grid for word search with clues and a central image of a bridge.

10x10 grid for word search with numbers 1-10 in the top row and letters I-X in the left column.

9x9 grid for Sudoku puzzle.

MOTS MÊLÉS la ville qui ne dort jamais (New York)

- ALGUE AMERRIR BAIE BARRAGE CRABE DIGUE
- ECLUSE ECUME ELEMENT ESTRAN ETALE HOULE
- ISTHME JETEE JUSANT LAGON LAISSE LITTORAL
- MAREE MARNAGE MASCARET MEDUSE MER PASSE
- PHARE POLDER SABLE TEMPETE VAGUES VASIERE

Word search grid with letters T, E, B, A, R, C, E, L, B, A, S, E, N, S, T, F, H, O, U, L, E, R, E, U, E, T, T, E, S, U, D, E, M, T, I, G, M, R, N, M, P, O, L, D, E, R, A, L, E, A, A, A, E, M, A, J, G, L, B, A, L, N, S, H, E, R, E, I, S, A, V, E, E, S, U, C, P, S, I, T, R, I, I, M, E, I, J, N, A, M, U, R, L, S, S, U, L, I, T, T, O, R, A, L, R, S, T, C, M, A, R, N, A, G, E, R, C, E, H, E, V, A, G, U, E, S, A, T, E, E, M, E, D, I, G, U, E, T, A, L, E, E, E, A.

SUDOKO

SUDOKO LES MOTS CROISÉS

SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS

Sudoku solution grid and word search solution grid.

DANS LES COULISSES DU CINÉMA

Des jeunes découvrent les outils d'un récit à fabriquer

À la Maison de la culture Abdelkader-Alloula, les journées dédiées à l'audiovisuel ont rassemblé une génération avide d'apprendre et de comprendre comment se construit une image. Encadrés par des professionnels, les participants ont « exploré » les métiers du cinéma, entre ateliers, expositions et premiers pas sur un plateau de tournage. Une « immersion » qui révèle des attentes, des talents et une véritable soif de création.



NASSIM TERKI

La Maison de la culture Abdelkader-Alloula s'est muée, l'espace de quelques jours, en une ruche où se croisent projets, curiosités et premières ambitions. Dès l'ouverture des journées consacrées à l'audiovisuel, organisées par l'association Anamel El Ibdaa, l'effervescence était palpable, des groupes d'étudiants, appareils photo en main, s'essayaient aux premiers cadrages tandis que d'autres, carnet sur les genoux, prenaient note des conseils des formateurs. Étendue sur quatre jours, cette « manifestation » s'adresse à une génération qui cherche à comprendre comment naît une image, comment se construit un récit. Sous le slogan « Derrière le cadre, nous fabriquons

le sens », les organisateurs ont voulu rappeler que le cinéma ne se résume pas à la projection, mais s'écrit d'abord dans l'ombre, dans les choix invisibles qui façonnent un regard. Pour les participants, l'apprentissage commence au contact de professionnels venus de l'audiovisuel, de la musique ou de la réalisation télévisuelle. Les ateliers couvrent des champs essentiels : les bases de la mise en scène, les principes de la musique de film, la lecture du discours filmique, les différences de langage entre télévision et cinéma, jusqu'aux techniques de cadrage, où l'on découvre qu'un plan serré ou large peut, à lui seul, changer l'intention d'une scène. Dans chaque salle, l'atmosphère est studieuse, parfois même silencieuse, lorsque les jeunes tentent d'intégrer les consignes et de transformer leurs premières hésitations en gestes plus précis. Les journées ne se li-

mitent pas à l'apprentissage technique. Elles donnent aussi à voir une partie de la mémoire artistique de l'association. Dans les couloirs, des expositions retracent les productions passées, accessoires de courts-métrages, éléments de scénographie, photographies de tournages où s'esquisse l'histoire d'une pratique collective. L'exposition « Les Mu'allakat du Haouz », composée d'affiches signées par des intellectuels, propose aux visiteurs un détour par le regard d'autres penseurs sur le cinéma. Une projection vient compléter ce parcours, le court-métrage révolutionnaire *Sur leurs pas*, nous avançons, accueilli avec une attention particulière par un public majoritairement jeune mais visiblement avide de ce type de récit. Ces journées marquent aussi le premier pas d'un nouveau projet filmique. L'association a annoncé le début du tournage d'un court-mé-

trage intitulé « Ils ont voulu nous imposer l'oubli, nous avons fait de la mémoire une conviction ». Pour plusieurs participants, la perspective d'assister à une scène de tournage représente un moment clé, la frontière entre spectateurs et créateurs s'efface, ne serait-ce qu'un instant. Pour Djaafar Mechernen, directeur artistique de l'événement, l'objectif est d'offrir à ces jeunes un lieu où la passion puisse se confronter à la méthode, où les idées puissent trouver un chemin vers la pratique. Ces journées doivent, espère-t-il, encourager les vocations naissantes et rappeler que le cinéma, même dans sa forme la plus modeste, peut devenir un espace de construction de soi, de partage et d'invention. Tlemcen, le temps d'une semaine, aura offert à ces regards débutants la possibilité de s'exercer, de comprendre et peut-être de commencer à rêver plus grand.

Nuits ramadhanesques

Dar Raïs sous le charme de « Thé Show »

Pour ce mois de Ramadhan, Dar Raïs accueille « Thé Show », un programme imaginé par Brushing Events, qui propose une succession de spectacles répartis sur les week-ends. L'initiative, désormais bien installée dans le paysage culturel algérien, présente cette année une programmation élargie mêlant humour, musique et théâtre. Le 25 février, Abdelkader Secteur ouvre la série avec un one-man-show où se mêlent satire sociale et récit personnel. Le lendemain, le 26 février, Abdallah Tinariwen et Kader Tarhanine introduisent une soirée dédiée aux sonorités du désert. Leurs guitares, marqueur essentiel de leurs univers musicaux, accompagnent un répertoire enraciné dans les traditions touarègues. Le 27 février, Chemsou Freeklane propose une rencontre entre influences contemporaines et héritage musical algérien. Son approche, fondée

sur l'hybridation stylistique, s'inscrit dans la continuité de ses travaux autour du chaâbi modernisé. Le 28 février, Zahouania et Twahrin prennent le relais avec un répertoire alliant raï et musique populaire. Leur prestation met en lumière deux trajectoires artistiques marquées par une longue présence sur la scène algérienne. Le 1^{er} mars, Amine Babylone offre une soirée plus intimiste, centrée sur un registre acoustique. Le 4 mars, place à l'humour avec Kamel Abdat qui présente un nouveau spectacle en solo. Il précède la représentation de la comédie musicale « Casbah mon Amour », programmée le 5 mars, et consacrée à l'imaginaire et aux récits populaires d'Alger. Les semaines suivantes poursuivent cette exploration de la scène nationale. Le 6 mars, le groupe Index occupe la scène avec un répertoire métissé. Le 7 mars, El Besta met en avant une énergie plus urbaine. Le 11 mars, Gnawa Diffusion propose une performance construite autour

des rythmes gnawa et de la fusion musicale qui caractérise sa démarche depuis ses débuts. Gaâda Diwane Béchar, attendue le 12 mars, s'inscrit dans une continuité saharienne, portée par les percussions et les chants collectifs. Le 13 mars, la programmation se recentre sur la virtuosité instrumentale avec Mourad Guerbas. Le 14 mars, Djmawi Africa clôt le cycle avec une prestation qui combine influences africaines, rock, reggae et musiques traditionnelles. À travers cette succession de rendez-vous, Brushing Events entend proposer au public un parcours culturel diversifié, fondé sur la proximité avec les artistes et une scénographie adaptée aux formats intimistes de Dar Raïs. L'ensemble compose un panorama représentatif de la création musicale et scénique actuelle, tout en inscrivant ces propositions dans le cadre particulier du Ramadhan.

Rédaction Culture

Khatem Dzaïr

Une fresque musicale au service de la mémoire et de la solidarité

Au Théâtre national algérien, la comédie musicale de Chakir Bourahla rend hommage au patrimoine tout en s'inscrivant dans la Journée mondiale contre le cancer.

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a accueilli, jeudi soir, la comédie musicale *Khatem Dzaïr*, une création de Chakir Bourahla produite par l'association culturelle Ahl El Fen. Programmée dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, cette représentation a réuni un public nombreux, en présence de responsables institutionnels et de membres de l'association El Fedjr, engagée auprès des personnes atteintes de cancer. D'une durée de deux heures trente, *Khatem Dzaïr* propose un parcours à travers l'histoire et la mémoire algériennes en mobilisant chanson, jeu scénique et narration musicale. La structure dramaturgique repose sur une série de tableaux où se succèdent des œuvres emblématiques du répertoire, parmi lesquelles *Dzaïr*, *Bahdja beida mat'houl*, *Ach eddani lech m'chit* ou encore *Allô, Allô*.

Revisitée dans une mise en scène contemporaine, ces pièces s'articulent en un récit continu qui conjugue fidélité au patrimoine et recherche formelle. Chakir Bourahla compose ainsi une fresque qui puise dans l'imaginaire collectif tout en adoptant un langage scénique accessible. Chaque chanson s'insère dans une narration globale, donnant au spectacle sa cohérence et sa portée émotionnelle. Les interprètes, portés par un travail vocal précis, évoluent dans une scénographie épurée et accompagnent leurs performances de chorégraphies mesurées, conférant à l'ensemble un équilibre entre exigence esthétique et lisibilité.

Le projet s'inscrit également dans une dynamique institutionnelle. *Khatem Dzaïr* est le fruit d'une collaboration entre Ahl El Fen, la direction de la Jeunesse et de la Promotion de la wilaya d'Alger, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et le Théâtre national algérien. Le spectacle a été parrainé par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, ainsi que par le ministre de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui, président du Conseil supérieur de la Jeunesse. Présentée à l'occasion de la journée mondiale consacrée au cancer, la représentation revendique aussi une dimension citoyenne. Les organisateurs ont souhaité faire du « spectacle » un moment de sensibilisation, en mettant en lumière le combat des malades et le rôle des associations d'accompagnement. Les applaudissements répétés et l'émotion perceptible dans la salle ont « traduit » l'adhésion du public à cette démarche.

Trait d'esprit

“Les livres ont les mêmes ennemis que l’homme : le feu, l’humide, les bêtes, le temps, et leur propre contenu.”

Paul Valéry

Le président de la République reçoit une délégation de la FIFA



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accueilli hier une délégation de la FIFA dirigée par l'ancien international allemand Jürgen Klinsmann. À cette occasion, ce dernier lui a remis une réplique du trophée de la Coupe du monde 2026, compétition à laquelle participera l'équipe nationale d'Algérie. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un périple de deux jours de la version originale du Trophée en Algérie, en présence de plusieurs joueurs de l'équipe nationale ainsi que de Jürgen Klinsmann. ■

Béjaïa

La Banque de développement local renforce son maillage territorial

La Banque de développement local (BDL) a marqué un nouveau pas dans son expansion régionale hier avec l'inauguration simultanée de deux agences commerciales à Béjaïa et Amizour. Ces ouvertures, effectuées en présence du wali de Béjaïa, M. Kamel-Eddine Karbouche, et du directeur général de la BDL, M. Mohamed Moubarak, s'inscrivent dans une stratégie visant à rapprocher les services bancaires des citoyens et à soutenir le développement économique local. La première agence, située au quartier Lekhmis (6, rue de la Liberté, Béjaïa), a accueilli ses premiers clients dès hier matin. La seconde, inaugurée dans la commune d'Amizour, vient compléter le dispositif bancaire de la région, offrant ainsi une couverture plus large aux habitants et aux acteurs économiques de la wilaya. Avec ces deux nouvelles implantations, la BDL confirme son engagement en faveur du développement local et de l'inclusion financière. Une dynamique qui devrait se poursuivre dans les mois à venir, avec d'autres projets d'ouverture prévus dans la région.

LA BATAILLE DES RÉCITS

Comment le Makhzen tente d’effacer le peuple sahraoui

Dans un article publié sur le site « N'oubliez pas le Sahara occidental », signé par Carlos C. García, l'analyste démontre comment la presse officielle marocaine tente, une fois de plus, de réduire le conflit du Sahara occidental à une simple rivalité entre le Maroc et l'Algérie. Un récit trompeur, qui occulte l'essentiel : le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. Depuis plusieurs jours, les médias du Makhzen martèlent une version des faits très ancienne. D'un côté, le Sahara occidental serait un différend régional entre Rabat et Alger ; de l'autre, l'Algérie et le Front Polisario auraient cédé aux pressions américaines, ouvrant la voie à une prétendue reddition sahraouie. Pourtant, cette narration ne cherche pas à informer : elle vise à imposer une lecture biaisée du conflit, où le peuple sahraoui disparaît derrière

les intérêts géopolitiques. Transformer une question de décolonisation en un simple contentieux entre États est une manœuvre politique bien connue. En effaçant le sujet central, à savoir le droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même, l'occupation marocaine devient une « tension entre voisins », et la responsabilité internationale se dilue. Pourtant, le droit international ne se réécrit pas à coups de communiqués : le Sahara occidental reste, aux yeux de l'ONU, un territoire non autonome en attente de décolonisation. Le Front Polisario en est le représentant légitime, et aucune campagne médiatique ne peut altérer cette réalité. La seconde tactique, plus insidieuse, consiste à présenter toute initiative diplomatique comme une capitulation. Des réunions deviennent des preuves de renoncement ; des pressions extérieures, des signes d'ali-



gnement forcé. L'objectif ? Faire croire que l'« autonomie » sous souveraineté marocaine est l'unique issue possible, tôt ou tard acceptée par tous. Cette stratégie cible à la fois l'opinion publique marocaine, à qui l'on vend l'illusion d'un dossier réglé, et les partenaires internationaux, auxquels on suggère que la résistance sahraouie s'épuise. Mais la diplo-

matie n'est pas la reddition. Participer à des discussions, même sous contrainte, ne signifie pas accepter une solution imposée. Dans les processus de décolonisation, les contacts sont des outils, non des conclusions. Confondre négociation et soumission relève de la manipulation pure. L'enjeu est clair : déplacer le terrain. Faire glisser un processus encadré

par l'ONU vers un dossier géré par les grandes puissances, où le droit international s'efface devant les rapports de force. Pourtant, ni le Conseil de sécurité ni l'ONU n'ont jamais reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Le cadre juridique reste intact ; ce qui change, c'est l'intensité de l'effort pour l'éroder dans les esprits. Cette campagne ne vise pas à éclairer, mais à imposer un récit. Présenter l'Algérie comme l'obstacle, le Polisario comme un acteur sur le point de céder, et l'issue comme déjà scellée, c'est mener une guerre narrative. Pourtant, rien n'est joué. La décolonisation du Sahara occidental ne se décide ni dans les rédactions alignées ni dans les couloirs des chancelleries. Elle dépend du respect du droit international et de la volonté librement exprimée du peuple sahraoui. Le reste n'est que propagande. ■

Ghaza

Le monde manifeste pour une trêve réelle et l’aide humanitaire

Des manifestations ont éclaté samedi dernier dans plusieurs capitales pour dénoncer les violations répétées par Israël du cessez-le-feu à Ghaza, exiger la fin de la guerre et réclamer l'acheminement de l'aide humanitaire. À Ankara, des manifestants ont accusé Israël d'avoir violé l'accord 1 520 fois depuis sa mise en place, causant la mort de 566 Palestiniens et la destruction de centaines de maisons. À Tunis, des associations ont appelé à une solidarité internationale face à ce qu'elles qualifient d'« extermination continue ». À Stockholm, des centaines de personnes ont protesté devant le Parlement suédois, tandis qu'à Paris, la mobilisation a aussi exprimé un soutien au



reste posée : jusqu'où ira la pression populaire pour faire respecter le cessez-le-feu et permettre l'aide aux civils ?

Soudan et au Venezuela. Ces rassemblements surviennent alors que, malgré la deuxième phase du cessez-le-feu annoncée en janvier 2026, la guerre se poursuit : depuis octobre 2023, on dénombre 72 027 morts et 171 561 blessés** palestiniens, avec 90 % des infrastructures civiles détruites et un coût de reconstruction estimé à 70 milliards de dollars par l'ONU. Ces mobilisations montrent une colère internationale persistante face à l'inaction de la communauté internationale et à l'urgence humanitaire à Ghaza. La question



LIBYE

Marée humaine à Bani Walid pour dire adieu à Saïf al-Islam Kadhafi

Des milliers de Libyens ont convergé ce vendredi vers Bani Walid, bastion historique de la tribu Werfalla, pour accompagner Saïf al-Islam Kadhafi à sa dernière demeure.

Le fils de l'ancien guide Mouammar Kadhafi, assassiné mardi 3 février à Zintan, a été inhumé dans l'après-midi, aux côtés de son frère Khamis et de son grand-père. Malgré un dispositif sécuritaire impressionnant, l'émotion a submergé la ville. Dès la veille, un flot ininterrompu de véhicules et de pèlerins avait envahi les routes menant à Bani Walid. Dans une atmosphère de recueillement et de ferveur, des drapeaux verts - symbole du régime déchu - ont été hissés au vent, tandis que la foule scandait des slogans à la gloire de Kadhafi père et fils, mais aussi contre l'OTAN, accusée d'avoir précipité la chute de la Libye en 2011. Pour beaucoup, Saïf al-Islam représentait plus qu'un héritier : il incarnait l'espoir d'une réunification nationale après plus d'une décennie de chaos. Son assassinat révèle à quel point les fractures restent profondes dans un pays toujours à la recherche d'un avenir commun. Les obsèques se sont déroulées dans un climat de dignité et de colère contenue. Seuls les proches du défunt ont été autorisés à pénétrer dans le cimetière, autour d'une tombe sobre, entourée d'une foule dense en prière. Aucune figure politique n'était présente, conformément au vœu de la famille, réfugiée à l'étranger. Sur X, son



frère Saadi Kadhafi a réagi avec émotion : « Les funérailles du siècle... les plus grandes de l'histoire libyenne ! Louange à Dieu, Saïf al-Islam, tu as remporté les élections même après ta mort. C'est un référendum national. Ô Dieu, fais de la Libye un pays sûr et réconcilie les Li-

byens. » Pour les partisans rassemblés à Bani Walid, cette journée restera comme un tournant symbolique : celui d'un dernier hommage à un homme que beaucoup voient désormais comme un martyr, et à travers lui, à une époque révolue que d'aucuns, malgré tout, regrettent. ■